

Royaume du Maroc



Direction du Trésor et des Finances Extérieures

NOTE DE CONJONCTURE



Décembre 2020

Données du mois d'octobre 2020

CROISSANCE ÉCONOMIQUE
ÉCHANGES EXTÉRIEURS
FINANCES PUBLIQUES
DETTE DU TRÉSOR
MARCHÉ MONÉTAIRE
PRIX
ACTIVITÉ ET EMPLOI

CONJONCTURE INTERNATIONALE :

- USA : Net rebond de l'activité économique de 33,1% au T3-20, en rythme annualisé, contre -31,1% au trimestre précédent. De son côté, l'indice ISM manufacturier a reculé de 1,8 point d'un mois à l'autre pour revenir à 57,5 points en novembre alors que celui des services a diminué de 0,7 point pour s'établir à 55,9 points ;
- ZONE EURO : Redressement de la croissance économique de **12,5%** T/T au T3-20 tandis que l'indice PMI composite s'est replié à 45,3 points en novembre après 50 points en septembre ;
- PAYS EMERGENTS : Accélération de la croissance économique en Chine à **+4,9%** au T3-20, en glissement annuel, après +3,2% au T2-20 ;
- A l'exception du butane (-5,9%), hausse des cours des autres produits énergétiques en novembre (Pétrole +6,8%, Gasoil +6,4%) et appréciation des cours des produits non énergétiques (blé tendre français +4,2%, sucre brut +4,4% et maïs +1,9%) ;
- Redressement généralisé des principaux indices boursiers en novembre (+3,1% pour le NASDAQ, +3,8% pour le S&P 500, +6,6% pour l'Euro Stoxx50 et +9,8% pour le MSCI-EM).

CONJONCTURE NATIONALE :

- Sensible contraction de 14,9% du taux de la croissance économique au T2-20 contre +2,4% au T2-19, sous l'effet d'un net repli de la VA non agricole de 15,5% contre +3,7% combiné à une baisse de la VA agricole de 6,9% contre -6% ;
- Baisse des débarquements des produits de la pêche côtière et artisanale à fin septembre de 4,4% en volume et de 8,5% en valeur ;
- Hausses respectives de 4,8% et de 10% de la production des phosphates et de ses dérivés à fin septembre 2020 contre +2,6% et 9,7% il y a un an ;
- Repli du taux d'utilisation des capacités de production industrielles de 10,4 points en moyenne des dix premiers mois de l'année 2020 pour s'établir à 63,8% ;
- Baisse de la production locale d'électricité de 4,7% à fin octobre contre +19,9% un an auparavant ;
- Hausse des ventes de ciment de 6,7% en novembre, ramenant ainsi la contre-performance annuelle à 10,9% durant les onze premiers de l'année 2020 ;
- Sensible repli de l'activité touristique avec -78% des arrivées et -70% des nuitées réalisées dans les hôtels classés à fin septembre 2020 ;
- Allègement de 44,2 MM.DH du déficit commercial pour s'établir à 128,5 MM.DH à fin octobre, suite à une baisse de 68,3 MM.DH ou 16,6% des importations plus importante que celle des exportations (-24 MM.DH ou -10%) ;
- Hausse des Avoirs Officiels de Réserve de 39,3 MM.DH au terme des dix premiers mois de l'année 2020 pour atteindre 292,7 MM.DH, permettant ainsi de couvrir 7 mois et 27 jours d'importations de biens et services ;
- Décélération du rythme de croissance des crédits bancaires à 19,5 MM.DH ou 2,1% à fin octobre 2020 contre +27,8 MM.DH ou +3,2% un an auparavant ;
- Atténuation du déficit de liquidité, pour le deuxième mois consécutif, de 2,3 MM.DH en octobre pour revenir à 95,1 MM.DH, son plus bas niveau depuis le mois d'avril dernier ;
- Hausse du taux d'inflation, en moyenne des onze premiers mois, de +0,7% en 2020 contre +0,2% en 2019, suite à l'augmentation des prix des produits alimentaires (+1,2% contre -1,0%) et non alimentaires (+0,4% contre +1%) ;
- Creusement du déficit budgétaire pour se situer à près de 59,2 MM.DH à fin novembre 2020 contre 40,5 MM.DH à fin novembre 2019, recouvrant une baisse des recettes ordinaires de 16,8 MM.DH ou 7,9% et une hausse de 10,1 MM.DH ou 5% des dépenses ordinaires ;
- Hausse de l'encours de la dette globale du Trésor à fin octobre 2020 de 62,1 MM.DH ou 8,3% par rapport à fin 2019 pour atteindre 811,2 MM.DH contre +19,9 MM.DH ou +2,8% au terme de la même période de l'année précédente ;
- Poursuite de l'amélioration des conditions de financement sur le marché des adjudications des valeurs du Trésor (MAVT) avec des baisses, en GA à fin octobre 2020, allant de 49 pbs pour les maturités à 10 ans à 74 pbs pour celles à 20 ans ;
- Hausse du taux de chômage de 3,3 points à 12,7% au niveau national au terme du T3-20, soit +3,8 points en milieu urbain (16,5%) et +2,3 points en milieu rural (6,8%).

SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

CONTEXTE INTERNATIONAL :

Le FMI révisé à la hausse ses perspectives de croissance en 2020 ...

Dans un contexte marqué par l'assouplissement des mesures de confinement et la reprise de l'activité qui s'en est suivie, en particulier dans les pays avancés, le Fonds Monétaire International a atténué en octobre l'ampleur de la récession de l'économie mondiale de 0,8 point pour l'année 2020 en comparaison avec l'édition de juin, la ramenant à -4,4%. En revanche, et compte tenu d'un effet de base relativement moins fort, les perspectives ont été légèrement abaissées pour l'année 2021, avec une croissance qui ne devrait se raffermir que de 5,2% au lieu de 5,4%.

Malgré les efforts entrepris en matière de soutien des programmes de relance et l'amélioration des conditions financières à partir de juin, ces prévisions demeurent confrontées à des incertitudes liées principalement à la persistance de la pandémie et sa trajectoire, aux coûts d'ajustement qu'elle impose aux économies, à l'efficacité de la riposte des politiques économiques et au comportement des marchés financiers.

Au niveau des économies avancées, la croissance ne devrait être amputée que de 7,5 points par rapport à 2019 pour se replier de 5,8% en 2020 contre un taux de -8,1% prévu en Juin. Cette importante révision a porté en particulier sur les Etats-Unis (-4,3% en 2020 contre -8% en juin) et, dans une moindre mesure, la zone euro (-8,3% contre -10,2%), en raison d'un fléchissement plus marqué qu'aux États-Unis au premier semestre. Pour leur part, les pays avancés d'Asie devraient connaître des rythmes de récession plus modérés, en raison d'une meilleure maîtrise de la pandémie et d'un impact relativement moins important au premier semestre 2020. Ainsi, l'économie japonaise devrait se contracter de 5,3% en 2020 contre -5,8% prévu en juin.

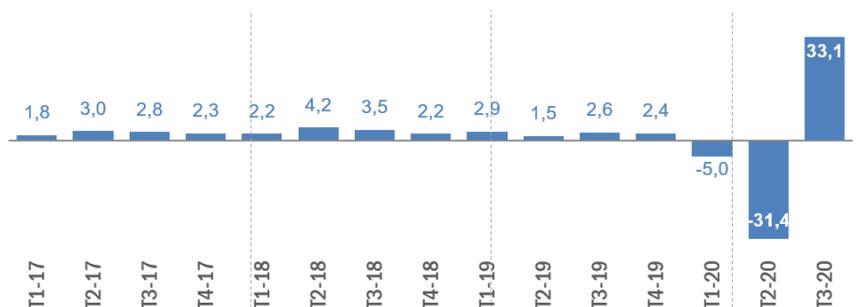
Du côté des pays émergents et en développement, l'activité économique devrait se replier de 7 points pour s'établir à -3,3% en 2020 contre -3,1% en juin. En revanche, cette légère accentuation du rythme de la récession reflète des disparités entre les pays. En effet, la croissance de l'économie chinoise devrait ressortir à +1,9% en 2020 contre +1% prévu en juin, compte tenu du redressement rapide de l'activité, de la dynamisation des exportations et de l'effort d'appui des politiques publiques. Au niveau des autres pays, la croissance se situerait à -5,7%, traduisant des récessions de -10,3% en Inde, de -5,8% au Brésil et de -4,1% en Russie contre -4,5%, -9,1% et -6,6% prévus en juin.

Net rebond de l'activité économique aux États-Unis ...

Au titre de la deuxième estimation du département du commerce américain, l'activité économique a enregistré un rebond historique de 33,1% au T3-20, en rythme annualisé, après une chute de 31,4% au trimestre précédent.

En effet, la consommation des ménages, qui représente plus de deux tiers de l'activité économique, a marqué une forte reprise de 40,6% au T3-20 après -33,2% au T2-20, soutenue par les aides importantes versées par le gouvernement fédéral. De même, les investissements privés ont rebondi de 84,9% après -46,6%. Au niveau des échanges extérieurs, les exportations ont progressé de 60,5% après -64,4% alors que les importations se sont accrues de 93,1% après -54,1%. Les dépenses publiques ont, par contre, affiché une baisse de 4,9% après +2,5% au trimestre précédent.

Produit intérieur brut USA - Rythme annualisé en % -



Source: United States Department of Labor

S'agissant des indicateurs avancés, ils se sont orientés à la baisse en novembre suite à la mise en place de nouvelles restrictions face à la pandémie de la Covid-19. En effet, l'indice ISM manufacturier a reculé de 1,8 point d'un mois à l'autre pour revenir à 57,5 points alors que celui des services a diminué de 0,7 point pour s'établir à 55,9 points.

Parallèlement, la production industrielle américaine a poursuivi sa baisse en novembre avec un repli de 5,5%, en glissement annuel, après -5% au mois précédent au moment où les ventes au détail se sont améliorées de 5,7% en octobre après +5,9% en septembre. Pour sa part, l'indice de confiance des consommations de l'Université de Michigan s'est replié pour s'établir à 76,9 points en novembre après 81,8 points au mois précédent.

Indice ISM « Manufacturier » USA - En points -



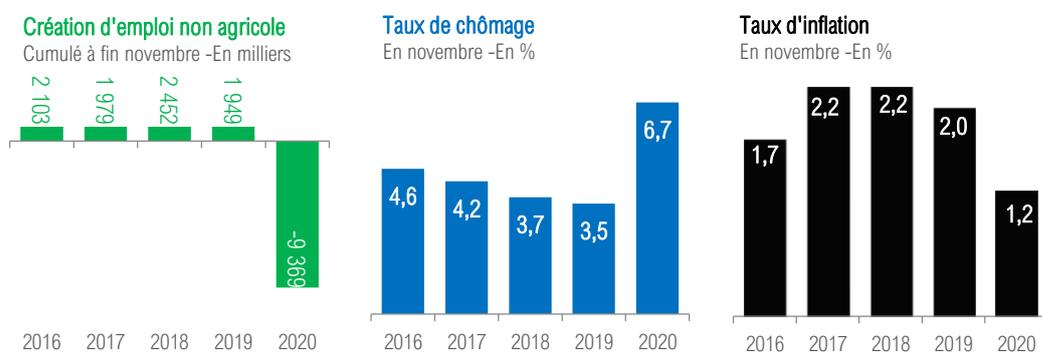
Source: Institute for Supply Management

Au niveau du marché de l'emploi, l'économie américaine a créé 245 mille nouveaux postes en novembre contre 610 mille le mois précédent, atténuant très marginalement le nombre total d'emplois perdus depuis le début de l'année à 9,4 millions contre une création de 1,9 million au cours de la même période de l'année précédente. Par ailleurs, le taux de chômage a maintenu sa tendance baissière, pour le septième mois consécutif pour se situer à 6,7% en novembre contre 6,9% en octobre et le pic de 14,7% en avril. Par rapport à la fin de l'année 2019, ce taux se maintient en hausse de 3,2 points.

Pour sa part, le taux d'inflation s'est maintenu en novembre à 1,2%, en glissement annuel. Ainsi, l'indice alimentaire a augmenté de 3,7%, tandis que celui de l'énergie a diminué de 9,4%. Hors énergie et alimentation, les prix ont maintenu leur hausse de 1,6%.

Dans ce contexte, la Réserve fédérale a décidé, lors de sa réunion du mois de novembre, de maintenir inchangée la fourchette cible de son taux directeur entre 0% et 0,25% ainsi que ses achats d'actifs au rythme actuel pour assurer le bon fonctionnement du marché et une meilleure transmission de la politique monétaire.

Emploi, Chômage et Inflation USA



Source: United States Department of Labor

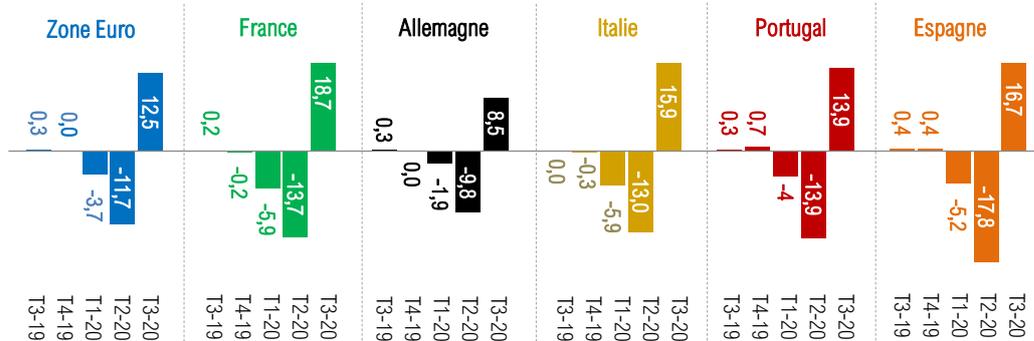
Reprise vigoureuse de la croissance dans la zone euro au T3-20 ...

Dans le sillage de la reprise de l'activité économique après l'assouplissement des mesures du confinement en Europe, le PIB de la zone euro s'est sensiblement redressé de 12,5% au T3-20, après avoir enregistré une récession historique de 11,7% au T2-20. Ce fort rebond s'explique par une nette amélioration de la demande intérieure, notamment les dépenses de la consommation des ménages (+14% contre -12,4% au T2-20) et la

formation brute du capital fixe (+13,4% contre -16%). Le secteur extérieur a progressé également du côté des exportations de 17,1% contre -18,9% et des importations de 12,3% contre -18,2%.

Par pays, l'ampleur de la reprise a été différente au niveau des grandes économies de la zone, notamment la France (+18,7% au T3-20 contre -13,7% au T2-20), l'Espagne (+16,7% contre -17,8%), l'Italie (+15,9% contre -13%), l'Allemagne (+8,5% contre -9,8%) et le Portugal (+13,9% contre -13,9%).

Produit intérieur brut Zone Euro - T/T en % -



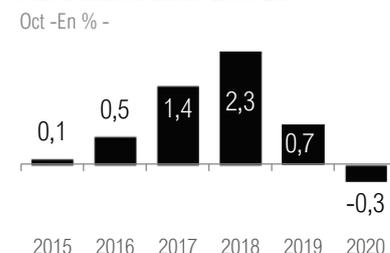
Source : Eurostat

Par ailleurs, les indicateurs avancés de la zone euro augurent d'un nouveau repli de l'activité au mois de novembre, comme en témoigne le retour de l'indice PMI composite en zone de contraction pour la première fois en cinq mois. En effet, cet indice est revenu à 45,3 points contre 50 points en octobre, reflétant une sensible détérioration dans le secteur des services avec un indice PMI qui s'est établi à 41,7 points contre 46,9 en octobre, son plus bas niveau depuis mai, en liaison avec le durcissement des restrictions dans le contexte de la recrudescence d'une deuxième vague épidémiologique. En revanche, l'activité manufacturière a poursuivi sa croissance malgré une légère baisse de son indice PMI manufacturier à 53,8 points en novembre contre 54,8 points au mois précédent.

Parallèlement, et après un rétablissement graduel entre mai et septembre, l'indice ESI du sentiment économique s'est détérioré en novembre perdant 3,5 points par rapport à octobre, pour revenir à 87,6 points. Cette baisse reflète une faiblesse de la confiance dans le commerce du détail, les services et chez les consommateurs.

Pour sa part, le taux d'inflation s'est stabilisé en octobre, tout en se maintenant en territoire négatif à -0,3% en glissement annuel, reflétant une stagnation de la baisse des prix des produits de l'énergie à -8,2%.

Taux d'inflation annuel Zone Euro

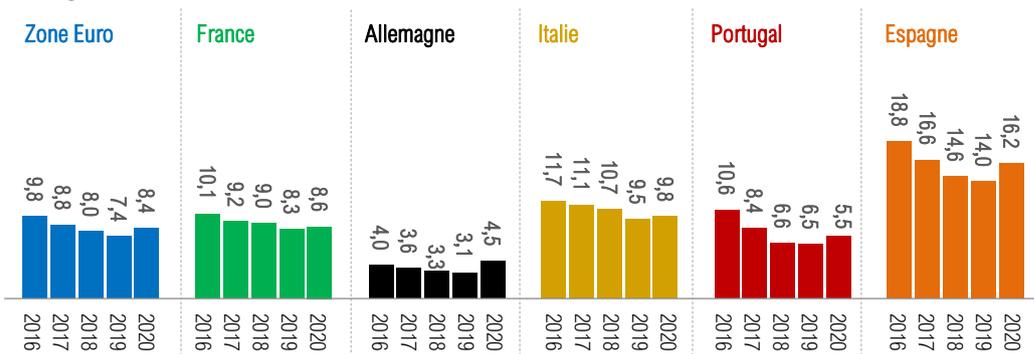


Source : Eurostat

Par pays, l'inflation négative a été observée notamment en Italie (-0,6% contre -1%), en Allemagne (-0,5% contre -0,4%), en Espagne (-0,9% contre -0,6%) et au Portugal (-0,6% contre -0,8%) tandis qu'elle s'est située à 0,1% en France après 0% un mois auparavant.

Au niveau du marché de l'emploi, le taux de chômage a légèrement baissé en octobre à 8,4% contre 8,5% en septembre, son niveau le plus élevé depuis avril 2018, contre 7,3% à fin 2019. Par pays et par rapport à fin 2019, le taux de chômage a augmenté de 2,5 points en Espagne (16,2%), de 1,3 point en Allemagne (4,5%), de 0,8 point au Portugal (7,5%), de 0,4 en France (8,6%) et de 0,2 point en Italie (9,8%).

Taux de chômage Zone euro - Octobre En % -



Source : Eurostat

Accélération de la croissance économique en Chine ...

En **Chine**, l'activité économique a confirmé sa reprise avec une accélération de son rythme de croissance à +4,9% au T3-20, en glissement annuel, contre +3,2% au trimestre précédent et ce, après avoir enregistré une contraction historique de 6,8% au T1-20. Ainsi, la production industrielle s'est maintenue en hausse de 6,9% en octobre, en glissement annuel, et les ventes au détail se sont renforcées de 4,3% contre +3,3% un mois auparavant. De son côté, l'indice PMI composite a atteint 57,5 points en novembre contre 55,7 points en octobre.

Dans ce contexte, la banque centrale de Chine a maintenu son taux directeur inchangé à 3,85% mais a réduit, le 12 octobre, le taux de ses réserves obligatoires de 20 % à 0% pour les institutions financières lorsqu'elles effectuent des opérations de change à terme.

Au **Brésil**, le PIB a enregistré une croissance de 7,7% au T3-20 par rapport au trimestre précédent après -9,6% au T2-20 et -1,5% au T1-20. Cette reprise est tirée principalement par l'industrie, l'investissement et la consommation des ménages, à la suite de la levée des mesures de quarantaine. En glissement annuel, l'activité économique s'est contractée de 3,9% après -10,9% au trimestre précédent.

Pour ce qui est des derniers indicateurs de conjoncture, la production industrielle s'est accrue de 0,3% en octobre, en glissement annuel, contre +3,7% le mois précédent au moment où les ventes au détail ont progressé de 7,3% en septembre contre 6,2% en août. L'indice PMI composite a, de son côté, reculé de 2,1 points en novembre pour revenir à 53,8 points

Compte tenu de ces évolutions, la Banque centrale du Brésil a décidé, lors de sa réunion du 9 décembre, de maintenir inchangé son taux directeur à 2%, son plus bas niveau historique.

Enfin, en **Inde**, l'activité économique a rebondi de 21,9% au T3-20 par rapport au trimestre précédent contre -25,2% au T2-20. En glissement annuel, le PIB s'est contracté de 7,5% contre -23,5%. La production industrielle a ainsi enregistré une croissance, pour la première fois en six mois, de 0,2% en septembre, en glissement annuel, après -7,4% en août. De son côté, l'activité du secteur privé s'est maintenue dans la zone de croissance pour le troisième mois consécutif avec un indice PMI composite de 56,3 points en novembre contre 58 points un mois auparavant.

Rappelons que depuis le début de la crise sanitaire, la Banque centrale de l'Inde a abaissé à deux reprises son principal taux directeur de 115 points de base globalement pour le ramener à 4%.

Renchérissement des prix des matières premières...

Les cours des matières premières ont connu une hausse généralisée en novembre, comme en témoigne l'augmentation des indices synthétiques des produits énergétiques et des produits non-énergétiques de 6,4% et 4,4% respectivement.

Au niveau des produits énergétiques et après deux mois de baisses consécutives, les cours du pétrole se sont redressés de 6,8% en novembre pour s'établir à 43,3 \$/bbl en moyenne, ramenant ainsi leur baisse par rapport à fin 2019 à -33,9%. Ces prix ont été soutenus par le regain d'optimisme quant à la reprise de l'activité économique suite aux annonces sur le développement de nouveaux vaccins contre la Covid-19 et démarrage imminent des premières campagnes de vaccination aux États-Unis et en Europe. En revanche, les cours du gaz butane se sont repliés de 5,9% en novembre, pour s'établir à 403,1 \$/T, portant ainsi leur baisse par rapport à fin 2019 à 13,7%.

Prix du Pétrole - En \$ / baril -



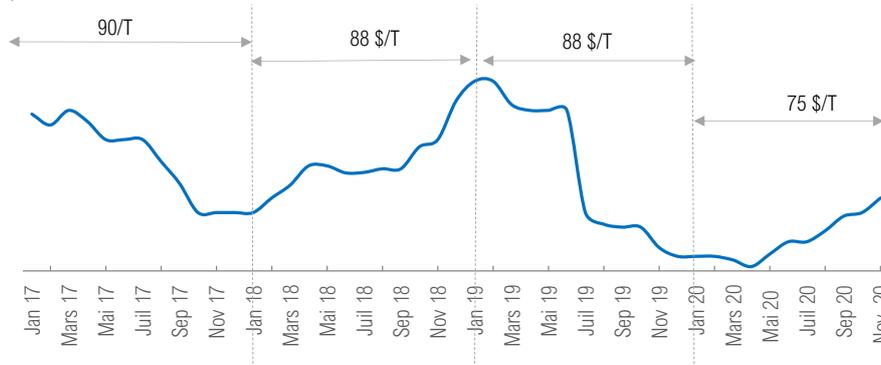
Source: Bloomberg

Parallèlement, l'indice synthétique des cours des denrées alimentaires a maintenu sa trajectoire haussière, progressant de 5,6% par rapport à octobre. Ainsi, les prix se sont appréciés de 4,2% pour le blé tendre français (255,5 \$/T en moyenne en novembre), de 0,4% pour le blé tendre américain (273,5 \$/T), de 1,9% pour le maïs (190,4 \$/T) et de 4,4% pour le sucre brut (354,8 \$/T).

Pour leur part, les prix des métaux de base se sont globalement appréciés en novembre, reflétant des hausses de 9,5% pour le zinc (2672 \$/T), de 7,8% pour le plomb (1916 \$/T), de 7,2% pour l'aluminium (1935 \$/T), de 5,3% pour le cuivre (7069 \$/T) et de 3,7% pour le nickel (15808 \$/T).

Au niveau du marché mondial des phosphates et dérivés, les cours de la roche ont poursuivi leur tendance haussière entamée en mai, en progressant de 3,1% en novembre à 82,5 \$/T, leur plus haut niveau depuis juin 2019, portant ainsi leur augmentation par rapport à fin 2019 à 13,8%. De même, les cours des engrais ont enregistré des évolutions positives avec des hausses mensuelles de 0,7% des cours du DAP (357,1 \$/T) et de 0,9% du TSP (290 \$/T), soit des performances par rapport à fin 2019 de +51% et +20,4% respectivement. En moyenne des onze premiers mois de l'année, les prix des phosphates et dérivés demeurent en baisse par rapport à la même période de l'année précédente de 15,6% pour les phosphates (75,4 \$/T), 2,3% pour les DAP (305,5 \$/T) et de 13,1% pour les TSP (260 \$/T).

Prix du Phosphate - En \$ / tonne -



Source: Banque mondiale

Euphorie sur les marchés boursiers...

Dans un contexte marqué, d'une part, par le regain d'optimisme quant à l'avancée liée au développement de vaccins hautement efficaces contre la Covid-19, et d'autre part, par l'atténuation des incertitudes liées aux élections américaines, les bourses mondiales se sont redressées en novembre aussi bien en Europe qu'aux Etats-Unis.

Ainsi, sur les places américaines, les indices boursiers NASDAQ et S&P⁵⁰⁰ ont progressé de 3,1% et 3,8% respectivement en novembre, portant leurs hausses constatées par rapport à fin 2019 à +34,4% et +11,7% respectivement.

Parallèlement, et en dépit de la restauration de mesures de distanciation sociale plus restrictives en Europe, les marchés se sont redressés, comme en atteste la progression de l'indice de référence EuroStoxx50 de 6,6% en novembre, atténuant son recul observé depuis fin 2019 à -8,7%. Cette dynamique reflète des hausses au niveau des principaux indices européens, notamment le GDAXI Allemagne (+2,8%), le CAC 40 (+10,2%), l'IBEX Madrid (+12,6%) et le FTSE MIB Italie (+8,4%), enregistrant des évolutions annuelles respectives à -1,8%, -9,8%, -19,2% et -10,1%.

Pour sa part, l'indice boursier émergent MSCI-EM s'est apprécié de 6,2% en novembre, portant sa progression depuis fin 2019 à 9,8%.

CONTEXTE NATIONAL :

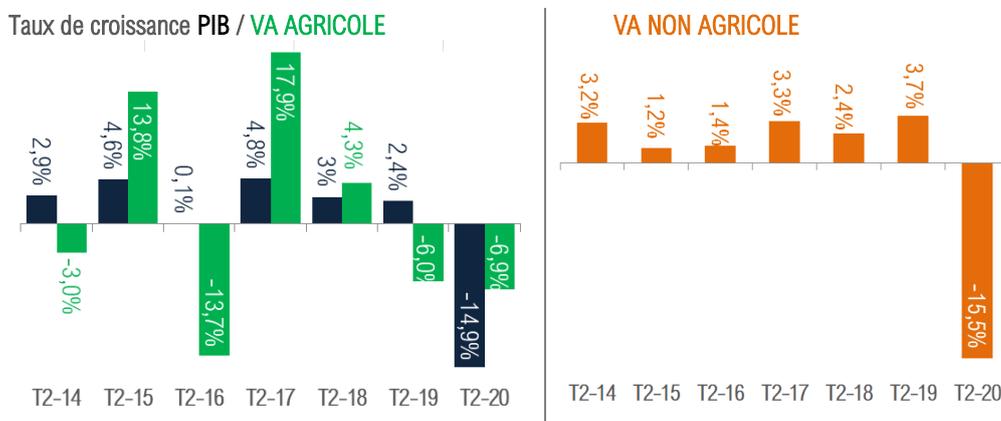
Contraction de la croissance au T2-20...

Sur la base des derniers résultats des comptes nationaux trimestriels du HCP, l'économie nationale a enregistré, pour la première fois depuis le deuxième trimestre 2000, une récession de 14,9% au T2-20 contre +2,4% au T2-19. Ce résultat a été imposé par la crise sanitaire qui a induit un sensible recul de -15,5% de la valeur ajoutée non agricole contre +3,7% au T2-19. De son côté, et compte tenu de la succession de deux campagnes agricoles défavorables, la valeur ajoutée du secteur a enregistré une baisse de 6,9% au T2-20 au lieu de -6% un an auparavant. Le secteur de la pêche n'a enregistré qu'une légère croissance de +0,7% contre +8,3%, ce qui a limité sa contribution dans l'atténuation de la baisse de la valeur ajoutée du secteur primaire.

De son côté, le rythme de croissance de la valeur ajoutée du secteur secondaire s'est sensiblement replié pour s'établir à -17,3% contre +3,8% un an auparavant. Cette contre-performance a concerné l'ensemble des secteurs, à l'exception de l'industrie d'extraction (+7,9% contre -1,1%), avec notamment des replis des industries de transformation (-22% contre +2,9%), de l'électricité et eau (-12,3% au lieu de +19,1%) et du BTP (-17,1% contre +1,4%).

Au niveau du secteur tertiaire, la contraction de l'activité a atteint -14,9% contre +3,6% au T2-19. En effet, certains secteurs ont été lourdement touchés par les effets de la pandémie en particulier le tourisme (-90% après +4,3%), le transport (-55,7% après +6,9%), le commerce (-26,5% contre +2,5%) et, dans une moindre mesure, les télécommunications (-1,7% après -0,4%). Par ailleurs, il est à relever que certains secteurs ont maintenu leur dynamisme, notamment l'administration publique (+5,1% contre +4,5%), l'éducation et santé (+4,9% contre +1,9%) et les activités financières et assurances (+3,3% après +4,6%).

Eu égard à ces évolutions, et compte tenu de la baisse de la croissance du poste impôts nets des subventions de -19,1% au lieu de +2% au T2-19, la croissance du PIB non agricole a reculé de 16% contre +3,5% un an auparavant. Quant au PIB nominal, il a enregistré un net repli de 15,6%, laissant apparaître une baisse de 0,7% du niveau général des prix contre +1,8% durant la même période un an auparavant.



Source : Haut-Commissariat au Plan

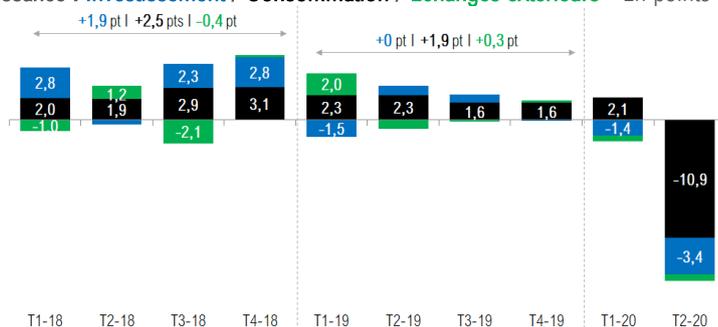
Fort repli de la contribution de la demande intérieure à la croissance économique...

La contribution de la demande intérieure à la croissance économique s'est fortement contractée d'une année à l'autre pour s'établir à -14,3 points au T2-20 au lieu de +3,2 points une année auparavant. En effet, son rythme de croissance s'est situé à -13,2% contre +2,9% un an auparavant, reflétant des baisses aussi bien de l'investissement avec -17,4% au lieu de +2,2%, amputant ainsi à la croissance du PIB de -3,4 points contre +0,9 point, que de la consommation des ménages avec -21,2% contre +2,6%, soit une contribution de -11,8 points à la croissance économique contre +1,5 point au T2-19. Pour sa part, la consommation finale des administrations publiques a progressé de 5,8% au lieu de +4%, affichant ainsi une contribution à la croissance de +1,2 point contre +0,8 point.

Contribution négative du solde des échanges extérieurs...

Compte tenu d'une baisse plus marquée des exportations (-32,9% contre 3%) en comparaison avec les importations (-25,7% contre +4%), la contribution du solde des échanges extérieurs de biens et services à la croissance économique s'est située à -0,6 point contre -0,8 points au T2-19.

Contribution à la croissance : Investissement / Consommation / Echanges extérieurs - En points -



Source : Haut-Commissariat au Plan

IMPACT DE LA CRISE SANITAIRE SUR L'ACTIVITE ECONOMIQUE EN 2020 :

La crise sanitaire induite par la Covid-19, de par son ampleur et ses conséquences inédites, peut être considérée comme étant la plus grave crise que l'humanité ait connue depuis la Seconde Guerre mondiale. L'économie marocaine, très ouverte sur son environnement extérieur, a été également affectée alors qu'elle était sur une trajectoire de consolidation de ses fondamentaux macro-économiques, de dynamisation de son potentiel de croissance et d'accélération du rythme des réformes structurelles.

En effet, la fermeture des frontières a mis à l'arrêt plusieurs secteurs, dont notamment le tourisme et, dans une moindre mesure, les branches d'activité orientées à l'export. Les exportations des produits alimentaires ont maintenu leur dynamisme étant donné les grandes difficultés d'approvisionnement qu'avaient connus les pays partenaires de la zone euro.

Sur la base de ces éléments, l'évolution des activités sectorielles dans le contexte de cette crise sanitaire laisse présager, des évolutions contrastées dont l'ampleur et l'étendue ont été différentes :

- ✓ des secteurs qui se comportent bien et dont la contribution à la création de richesse est importante à l'instar de l'industrie extractive, l'industrie agroalimentaire, l'industrie chimique, le secteur de télécommunication et les services financiers ;
- ✓ des secteurs importants modérément touchés par la crise sanitaire à l'image du BTP, du commerce et du transport.
- ✓ des secteurs très impactés à l'instar du tourisme et les activités connexes et, dans une moindre mesure, du textile et des industries mécanique, métallurgique et électrique.

A ce choc s'ajoute l'impact de la sécheresse qui devrait compromettre les perspectives de croissance mais dans des proportions limitées. L'économie marocaine devrait, compte tenu de ces éléments, marquer une récession autour de 5,8% en 2020 et ce, pour la première fois depuis la fin des années quatre-vingt-dix.

Une faible campagne céréalière et un comportement positif des autres filières...

La campagne agricole 2019/2020 a été caractérisée par un déficit pluviométrique et une mauvaise répartition temporelle des pluies. Ainsi, le cumul pluviométrique s'est limité à 239 mm à fin mai 2020, en baisse de 31% par rapport à la moyenne de 30 ans et de 19% par rapport à la campagne précédente.

En termes de résultats, la production des trois principales céréales a été estimée à 32 millions de quintaux, en sensible baisse de 39% par rapport à la campagne précédente et de 57% par rapport à la production moyenne de 75 M.Qx. De même, les cultures arboricoles ont marqué des baisses importantes allant de -26,8% pour les olives à -30% pour les agrumes compte tenu des records atteints l'année précédente.

En revanche, des tendances favorables ont par ailleurs été relevées au niveau des autres filières. En effet, les exportations des produits maraîchers ont enregistré un volume de l'ordre de 1,4 million de tonnes, en hausse de 12% par rapport à la campagne 2018-2019 (1,26 million de tonnes). De leur côté, les expéditions de la tomate ont connu une augmentation de l'ordre de 5%, en passant d'un volume de 539 mille tonnes à 567 mille tonnes entre les deux campagnes. Enfin, au niveau des fruits rouges, une croissance remarquable de 22% a été enregistrée avec un volume des exportations de l'ordre de 89 mille tonnes.

Concernant le cheptel, les précipitations des mois de mars et d'avril ont contribué à l'amélioration de la situation des ressources fourragères des parcours et à l'atténuation de l'impact de la sécheresse sur le revenu des éleveurs. Notons à ce titre qu'un programme d'urgence de lutte contre la sécheresse a été mis en place consistant, entre autres, en la distribution auprès des éleveurs de 2,5 M.QX d'orge subventionné à un prix fixé à 2 DH/Kg, soit une enveloppe globale de 350 M.DH.

Par ailleurs, des perspectives prometteuses se profilent durant la campagne agricole 2020/2021. En effet, les exportations des produits maraîchers ont enregistré un volume de 214,5 mille de tonnes (du 1^{er} septembre au 22

novembre), en hausse de 15% par rapport à la campagne précédente. Pour leur part, les exportations de clémentines se sont élevées à 106,6 mille tonnes, en augmentation de 60%. Cette tendance de croissance a concerné également la tomate qui a progressé de 3% pour atteindre un volume de 117,4 mille tonnes.

Enfin, au niveau des fruits rouges, la framboise a enregistré une bonne performance avec des exportations qui ont atteint 6,5 milles tonnes, progressant de 17% par rapport à la campagne précédente.

PREMIERES ESTIMATIONS DES PRODUCTIONS ARBORICOLES...

Malgré les conditions climatiques difficiles en 2020 et la crise sanitaire, la production des principales arboricoles s'annonce prometteuse au titre de la campagne agricole 2020-21, comme en témoignent les premières estimations du Ministère de l'Agriculture :

Agrumes : Hausse de 29% sous l'effet des températures relativement clémentes durant les périodes de floraison et de nouaison et de l'entrée en production des nouvelles plantations. En termes d'exportations, et face à l'offre relativement limitée des principaux concurrents du Maroc et d'une demande internationale soutenue pour les agrumes dans le sillage de la pandémie, une hausse de 10% est attendue.

Olivier : Progression de 14% compte tenu de l'effet positif des pluies des mois d'avril et mai qui ont favorisé la nouaison et le développement des fruits. De même, l'effet de l'alternance de l'olivier a coïncidé cette campagne avec cycle haut de production.

Palmier dattier : Hausse de 4% en comparaison avec le record atteint l'année dernière. Cette performance record est due aux effets positifs des conditions climatiques et à l'impact du programme de plantation de 1 million de palmiers.

Pour ce qui est des préparatifs du Maroc pour la campagne agricole 2020-21, près de 1,6 M.Qx de semences ont été réservées dont 1,5 M.Qx auprès de la SONACOS et 100 mille Qx au niveau du secteur privé pour assurer le bon déroulement des semis et l'approvisionnement du marché dans les meilleures conditions. En effet, le soutien de l'État aux prix s'élève à 175 DH/q pour le blé tendre, 200 DH/q pour le blé dur et 325 DH/q pour l'orge. Le département de l'agriculture a également annoncé l'allocation d'une superficie de 507 mille hectares aux herbages et une superficie de 58 à 69 mille hectares aux cultures sucrières.

Par ailleurs, et conformément au programme d'assolement d'automne en cultures maraichères, les réalisations au 20 novembre ont atteint 62 700 hectares, soit 60% du programme arrêté par le département de l'agriculture avec un taux de réalisation des principales cultures de 88% pour la tomate, de 62% pour la pomme de terre et de 42% pour l'oignon. Concernant les grandes cultures d'automne (céréales, semences, légumineuses, fourrages et cultures sucrières), et en raison du retard des précipitations, les réalisations ont atteint 1,2 million ha, soit 21% du programme global arrêté pour toutes les cultures (5,7 million ha) avec un taux de réalisation qui a atteint 74% pour les cultures sucrières.

Source : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts

Ralentissement des activités non agricoles...

Sur le plan sectoriel, les dix premiers mois de l'année 2020 ont été marqués par une conjoncture difficile suite à la propagation de la pandémie de la Covid-19, avec la mise en place de mesures strictes de confinement du 20 mars au 10 juin puis de décisions restrictives spécifiques après cette date. Cette situation s'est traduite par un arrêt quasi-total au niveau du secteur du tourisme et du transport aérien des voyageurs et par un ralentissement, à des degrés différenciés, de l'activité des autres secteurs économiques :

Secteur de la pêche : Le volume des débarquements des produits de la pêche côtière et artisanale a reculé à fin septembre 2020 de 4,4% contre +7% un an auparavant, reflétant principalement une baisse des captures du poisson pélagique (-7,4%). De plus, la valorisation des captures s'est contractée de 8,5% contre -1,5% un an auparavant, tirée principalement par des baisses des valeurs des captures des crustacés et coquillages (-32,3%) des céphalopodes (-8%) et du poisson blanc (-14%).

Secteur minier : Le secteur extractif continue d'afficher une bonne résilience au terme des neuf premiers mois de l'année 2020. En effet, le rythme de croissance de la production du phosphate brut s'est accéléré à +4,8% contre +2,6% à fin septembre 2019. De même, la production des dérivés s'est renforcée de 10% à fin septembre 2020 contre +9,7% un an auparavant.

Cette bonne performance est attribuée notamment à la hausse de la demande extérieure, en provenance principalement du Brésil, qui connaît une bonne saison agricole, de l'Europe et des pays africains, particulièrement le Nigéria et l'Éthiopie. Les exportations en volume ont ainsi rebondi de 10% à fin septembre 2020 pour le phosphate brut et de 19,2% pour ses dérivés.

CHIFFRE D'AFFAIRES DE L'OCP A FIN SEPTEMBRE 2020

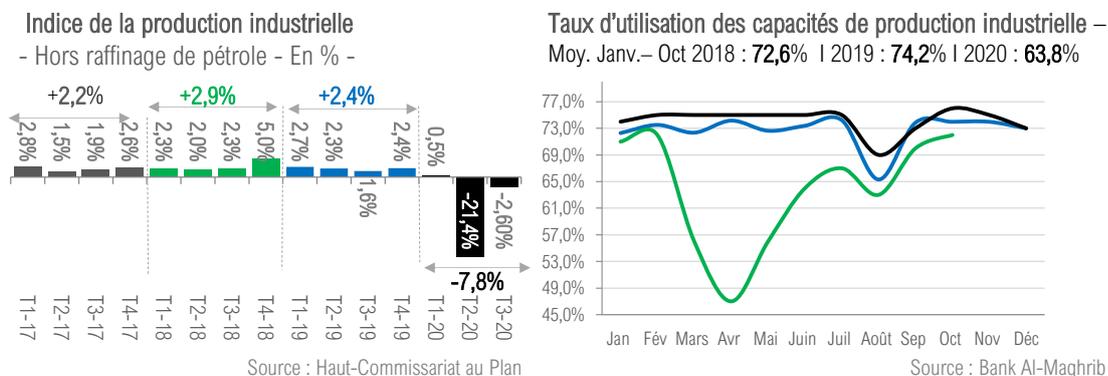
Le chiffre du Groupe OCP a baissé légèrement de 2% à fin septembre 2020 par rapport à la même période de l'année précédente pour se situer à 41,7 MM.DH. Cette évolution s'explique principalement par la baisse des prix tous produits confondus sur cette période par rapport à l'année précédente, compensée toutefois par une hausse des volumes exportés d'engrais et dans une moindre mesure de phosphate roche.

En effet, le chiffre d'affaires issu des engrais a progressé de 5% suite à une hausse des volumes exportés, en particulier vers l'Amérique latine, l'Europe et l'Inde et qui a largement contribué à atténuer l'impact de la baisse des prix des engrais.

De son côté, le chiffre d'affaires issu de l'acide phosphorique a reculé de 23% sous l'effet combiné de la baisse des prix et des volumes. Ces derniers ont été impactés essentiellement par le recul des exportations d'acide vers l'Inde, où les mesures mises en œuvre pour limiter la propagation de la pandémie ont entraîné une réduction de la production locale d'engrais.

Pour ce qui est du chiffre d'affaires issu du phosphate roche, il s'est replié de 5% sous l'effet d'une baisse des prix qui a été partiellement atténuée par une hausse des volumes exportés, en particulier vers les continents européen et américain.

Secteur industriel : Après une sensible baisse de 21,4% au T2-20, la contre-performance de l'indice de production des industries manufacturières, hors raffinage de pétrole (IPI), s'est atténuée pour se limiter à -2,6% au T3-20. En moyenne des trois premiers trimestres, l'IPI s'est replié de 7,8%, reflétant notamment la baisse des indices de production des secteurs liés à l'industrie automobile (-29%), l'industrie du cuir (-24%), la fabrication de produits métalliques (-23,2%), le travail du bois (-22%) et la métallurgie (-19,4%). Par ailleurs, des évolutions positives ont été affichées au niveau de l'industrie chimique (+7,6%), l'industrie pharmaceutique (+1,2%) et l'industrie alimentaire (+0,8%).



Par ailleurs, après sa forte dégrue en avril à son plus bas niveau de 47%, le taux d'utilisation des capacités de production industrielle (TUC) s'est progressivement rétabli pour atteindre 72% en octobre contre 76% au même mois de l'année précédente. Ainsi, et en moyenne des dix premiers mois de l'année 2020, le TUC s'est replié de 10,4 points pour revenir à 63,8%. Cette évolution traduit essentiellement le repli du TUC des industries mécaniques et métallurgies (-16,2 points), du textiles et cuir (-23 points) et chimiques et parachimiques (-9,1 points).

Secteur énergétique : La production locale d'électricité s'est repliée de 4,7% à fin octobre contre +19,9% un an auparavant. Cette baisse a principalement été tirée par la production de l'ONEE (-14,8%) et, dans une moindre mesure, par celles issues des énergies renouvelables inscrites dans le cadre de la loi 13-09 (-3,7%) et la production concessionnelle (-1,8%).

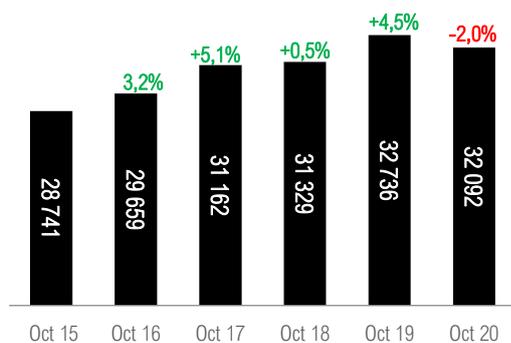
Pour ce qui est du solde des échanges d'énergie avec l'Algérie et l'Espagne, il a affiché une sensible baisse de 118%, recouvrant une chute des exportations de 59,7% et une hausse des importations de 38,6%. Ainsi, l'énergie appelée nette a diminué de 2% à fin octobre 2020 contre +4,5% au cours de la même période de l'année précédente.

Pour sa part, la consommation d'électricité a reculé de 2,8% contre +0,6% il y a un an. Cette évolution est attribuée aux baisses de la consommation d'électricité à très haute tension et haute tension (-13,8%), celle distribuée aux régions (-5,2%) et à la consommation à moyenne tension (-1,5%). Par contre, la consommation résidentielle a progressé de 3,4% à fin octobre.

BTP : Les ventes de ciment ont enregistré une progression de 6,7% en novembre, ramenant ainsi la contre-performance cumulée depuis le début de l'année à 10,9% à fin novembre contre +3% un an auparavant. Par composante, cette évolution recouvre, d'une part, une hausse des ventes au niveau du segment de l'infrastructure (+13,1%) et, d'autre part, des replis au niveau du béton prêt à l'emploi (-16,5%), de la distribution (-9,7%), du béton PREFA (-12,3%) et du bâtiment (-21,9%).

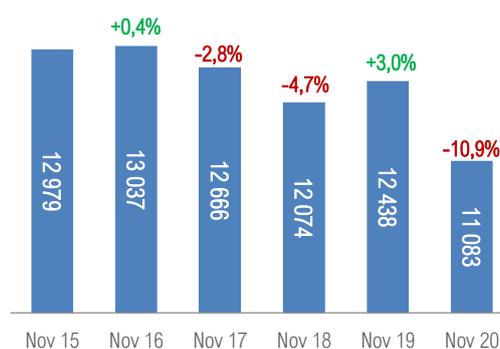
Parallèlement, les crédits bancaires accordés au secteur ont enregistré une hausse de 3,7 MM.DH ou 1,3% au cours des dix premiers mois de l'année 2020 contre +8,0 MM.DH ou +3% durant la même période de l'année précédente. Cette évolution reflète une poursuite de la hausse des crédits alloués à l'habitat (+4,5 MM.DH ou +1,3% contre +6,9 MM.DH ou +3,3%), tandis que les crédits à la promotion immobilière ont accusé une baisse de 2,7 MM.DH ou 4,6% contre -1,1 MM.DH ou -2% un an auparavant.

Production nette d'électricité - En GWh -



Source : Office national de l'électricité et de l'eau potable

Ventes de ciments - En tonne-



Source : Association Professionnelle des Cimentiers

Tourisme : L'activité touristique, l'une des plus affectées par la crise sanitaire suite la fermeture des frontières depuis la mi-mars 2020, continue à afficher des évolutions négatives. En effet, les arrivées touristiques ont accusé une sensible baisse de 78% à fin septembre 2020 pour se limiter à 2,2 millions de touristes au moment où les nuitées dans les établissements classés se sont repliées de 70%.

Toutefois, le renforcement par plusieurs opérateurs aériens de leur programme de liaisons vers différentes régions du Royaume au cours du mois de décembre témoigne d'une hausse de la demande vers la destination marocaine pour les vacances de fin d'année et pourrait redynamiser le secteur durant ce mois.

Transport : L'activité du transport aérien continue de pâtir des conséquences de la crise sanitaire en dépit d'un assouplissement des restrictions aux voyages internationaux. En effet, le nombre de passagers ayant transité par les aéroports marocains s'est limité à 6,5 millions passagers à fin novembre 2020, en baisse de 71,7% par rapport à la même période de l'année précédente. Cette évolution est le résultat de la baisse du trafic aérien international de 83,2% avec seulement 292 mille passagers accueillis et celui domestique de 67,5% à 82,7 mille passagers.

Par ailleurs, l'activité portuaire a maintenu une bonne résilience avec une hausse du trafic géré par l'ANP de 4,2% à fin octobre 2020 contre +5% au cours de la même période de l'année précédente. Cette performance est attribuée à l'amélioration aussi bien des exportations (+4,6%) que des importations (+4,7%).

ECHANGES EXTERIEURS : Allègement du déficit commercial...

La situation des échanges extérieurs à fin octobre 2020 fait ressortir un allègement de 44,2 MM.DH ou 25,6% du déficit commercial, pour s'établir à 128,5 MM.DH. Cette situation est le résultat d'une baisse des importations (-68,3 MM.DH ou -16,6%) plus importante que celle des exportations (-24,1 MM.DH ou -10,1%). Ainsi, le taux de couverture a augmenté de 4,5 points pour atteindre 62,4%.

Atténuation des tendances baissières des exportations ...

Au niveau des exportations, qui ont atteint 213,7 MM.DH, les ventes du groupe OCP ont affiché une baisse de 921 M. DH ou 2,2%. Les volumes exportés des phosphates et des engrais naturels et chimiques ont ainsi augmenté respectivement de 6% et 23,7% alors que ceux de l'acide phosphorique se sont inscrits en baisse de 13,7%. De leur côté, les prix ont reculé de 17,8% pour les phosphates, de 15,2% pour le TSP et de 5,9% pour le DAP.

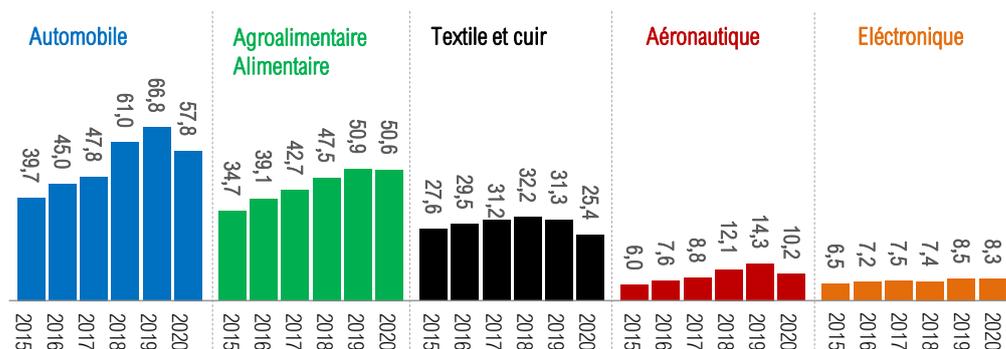
Hors OCP, les exportations ont accusé une baisse de 23,2 MM.DH ou 11,9% en liaison avec la contre-performance des industries liées aux métiers mondiaux du Maroc. En effet, les exportations du secteur de l'automobile ont reculé de 13,5%, suite à un repli au niveau du « câblage » (-24,2%), de la « construction » (-17,3%), et de « l'intérieur véhicules et sièges » (-12,5%).

Toutefois, il est à signaler que les exportations de ce secteur ont maintenu leur tendance haussière depuis le mois de juillet avec une nouvelle progression de 1,5% en octobre après +13,6% en septembre, +45,7% en août et +2,1% en juillet.

S'agissant de l'industrie aéronautique, les ventes se sont repliées de 28,6% en liaison avec des cycles de productions plus longs que ceux de l'automobile. Le secteur du textile a, de son côté, enregistré une baisse de 18,7%, sous l'effet principalement du recul des ventes des vêtements confectionnés (-22,1%) et des articles de bonneterie (-22,2%). Notons à cet égard que les exportations de ce secteur se sont améliorées à partir du mois

d'août suite à la levée du confinement et la reconversion de certaines entreprises du secteur dans la fabrication des masques de protection. Enfin, pour ce qui est du secteur de l'agro-alimentaire, moins affecté par la crise, les expéditions ont enregistré une baisse limitée à 0,5% à fin octobre 2020.

Exportations des MMM à fin Octobre -En MM.DH-



Source : Office des Changes

Baisse de la facture énergétique...

Le repli des importations, qui se sont établies à 342,3 MM.DH, résulte notamment de la baisse de la facture énergétique de 22,4 MM.DH ou 35,3%, suite notamment au recul des approvisionnements en huiles de pétrole et lubrifiants (-61,4%) et en Gas-oils et fuel-oils (-40,1%). Par contre, la facture alimentaire a progressé de 6,9 MM.DH ou 17,3%, en lien avec la hausse des achats de l'orge (+261%) et de blé (+44,4%).

Hors produits énergétiques et alimentaires, les importations ont reculé de 52,9 MM.DH ou 17,2% pour revenir à 254,1 MM.DH. Ainsi, les achats de biens de consommation se sont repliés de 19,8 MM ou 21%, en lien notamment avec la baisse des voitures de tourisme (-7,6 MM.DH). De même, les importations de biens d'équipement ont diminué de 18,8 MM.DH ou 17,6%, suite principalement à la baisse des avions et autres véhicules aériens ou spatiaux (-7,5 MM.DH). Pour leur part, les achats de demi-produits ont reculé de 11,4 MM.DH ou 13%, résultat de la baisse des matières plastiques (-1,4 MM.DH), des fils, barres et profilés en cuivre (-1,2 MM.DH) et des fils et câbles électriques (-1 MM.DH).

Hausse des transferts des MRE et recul des autres postes de la balance de paiements ...

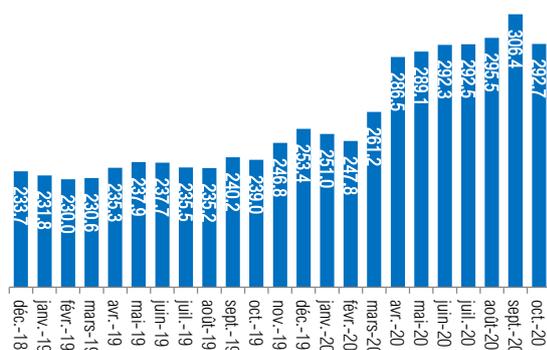
Au terme des dix premiers mois de l'année 2020, les transferts des MRE se sont améliorés de 947 M.DH ou 1,7%. Notons que durant la période juin-septembre, ces transferts ont renoué avec la hausse après les évolutions négatives enregistrées au cours de la période Mars-Mai, en lien avec la solidarité des MRE envers leurs familles et le déconfinement en Europe.

En ce qui concerne les recettes voyage, elles ont baissé de 40,4 MM.DH ou 60,3%. Ainsi, ces deux postes n'ont permis de couvrir que 64,2% du déficit commercial contre 70,6% au cours de la même période de l'année précédente.

Parallèlement, les flux nets des Investissements Directs Etrangers au Maroc ont accusé une baisse de 5,3 MM.DH ou 31,2% à fin octobre 2020, traduisant un repli de 7,9 MM.DH ou 28% des recettes pour se situer à 20,4 MM.DH. Néanmoins, ce repli a été compensé par la baisse du flux net des Investissements Directs Marocains à l'étranger de 4,5 MM.DH ou 56,3%.

Compte tenu d'une amélioration du solde commercial, du tirage sur la LPL du FMI en avril dernier (30 MM.DH) et la mobilisation de financements extérieurs par le Trésor, les avoirs officiels de réserve se sont renforcés de 39,3 MM.DH ou 15,5% pour atteindre 292,7 MM.DH à fin octobre 2020, permettant ainsi de couvrir l'équivalent de 7 mois 27 jours.

Avoirs Officiels de Réserve En MM.DH



En mois d'importations de B&S

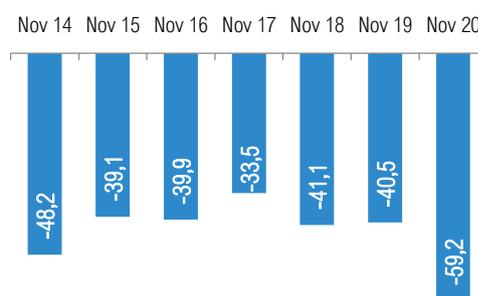


Source : Office des Changes

FINANCES PUBLIQUES : Creusement du déficit budgétaire...

Au terme des onze premiers mois de l'année 2020, la situation des charges et ressources du Trésor a fait ressortir un solde ordinaire négatif de près de 14,4 MM.DH contre 13,4 MM.DH à fin octobre. Par ailleurs, et compte tenu de l'excédent dégagé par le Fonds spécial de gestion de la pandémie liée au Covid-19, le déficit budgétaire s'est situé à 59,2 MM.DH contre 40,5 MM.DH un an auparavant, soit une hausse de 18,7 MM.DH. Hors Fonds Covid-19, le déficit s'élève à près de 67,6 MM.DH, en aggravation de 27 MM.DH par rapport à la même période de l'année 2019.

Déficit budgétaire – En MM.DH



Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

Baisse des recettes fiscales...

A fin novembre 2020, les recettes ordinaires, sur une base nette et hors part des recettes fiscales bénéficiant aux collectivités territoriales, se sont établies à près de 195,7 MM.DH, en baisse de 16,8 MM.DH ou 7,9% par rapport à fin novembre 2019. Comparativement aux prévisions de la loi de finances rectificative 2020, le taux de réalisation des recettes ordinaires, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, s'est situé à 87,9% contre 86,4% un an auparavant.

Ainsi, les recettes fiscales se sont établies à près de 173,4 MM.DH, en baisse de 13,7 MM.DH ou 7,3%. Cette réduction, a été induite par le recul aussi bien des impôts directs (-2,4 MM.DH ou -2,9%) que des impôts indirects (-8,2 MM.DH ou -9,9%). Comparativement aux prévisions de la loi de finances rectificative, le taux de réalisation des recettes fiscales s'est élevé à 93,3%, reflétant la poursuite de l'atténuation du rythme baissier des recettes fiscales entamée depuis juin suite à la reprise progressive de l'activité économique après la levée du confinement.

Le repli des impôts directs s'explique principalement par la baisse des recettes tirées de l'impôt sur le revenu (IR) (-1,8 MM.DH ou -4,8%) pour revenir à 36,6 MM.DH. Cette évolution résulte de l'effet combiné de l'arrêt d'activité au niveau de plusieurs secteurs et des pertes d'emploi qui en ont découlé. Toutefois, le rythme de baisse de l'IR a connu une atténuation durant le mois de novembre qui a enregistré une recette de près de 3 MM.DH, soit quasiment le même niveau un an auparavant.

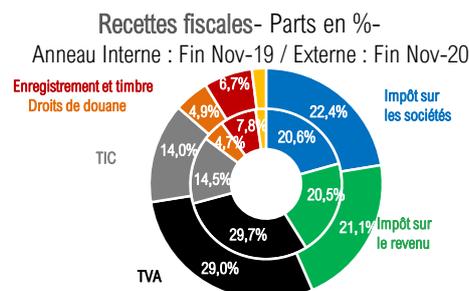
De leur côté, les recettes nettes tirées de l'impôt sur les sociétés (IS) ont augmenté de 233 M.DH ou 0,6% pour se situer à 38,8 MM.DH. Etant donné que le calcul de cet impôt est basé sur les résultats de l'année précédente, il est à signaler que les recouvrements de l'IS, hors acomptes, se sont établis à 1,2 MM.DH, en moyenne entre avril et novembre.

Concernant les recettes au titre de la contribution de solidarité sur les bénéficiaires, elles se sont établies à 2,1 MM.DH contre 2 MM.DH un an auparavant. Il est à noter que cette contribution a été instituée par la loi de finances 2019 sur les sociétés soumises à l'IS et réalisant un bénéfice supérieur ou égal à 40 M.DH et ce, au titre des années 2019 et 2020.

Pour leur part, les impôts indirects, ont enregistré une baisse de 8,2 MM.DH ou 9,9% à fin novembre 2020 pour revenir à 74,5 MM.DH, traduisant une réduction des recettes tirées de la TVA, des taxes intérieures à la consommation (TIC), des droits d'enregistrement et de timbre et, dans une moindre mesure, des droits de douane.

Ainsi, les recettes tirées de la TVA ont reculé de 5,2 MM.DH ou 9,5% pour se limiter à 50,3 MM.DH, traduisant une baisse de la TVA à l'importation de 5 MM.DH ou 14% et, dans une moindre mesure, de la TVA à l'intérieur de 238 M.DH ou 1,2%. Parallèlement, les recettes tirées des TIC ont affiché une baisse de 2,9 MM.DH ou 10,9% pour revenir à près de 24,2 MM.DH sous l'effet du repli à la fois des TIC sur les produits énergétiques (-2,4 MM.DH ou -16,1%) et sur les tabacs (-449 M.DH ou -4,4%). Sur une base mensuelle, les recouvrements ont connu une amélioration en novembre, soit 2,5 MM.DH, après 2,1 MM.DH en moyenne sur la période avril-octobre.

De même, les recettes tirées des droits d'enregistrement et de timbre ont accusé une baisse de 2,8 MM.DH ou 19,6% pour s'établir à 11,7 MM.DH. Parallèlement, les recettes des droits de douane ont diminué de 352 M.DH ou 4% par rapport à leur niveau à fin novembre 2019 pour se limiter à 8,4 MM.DH.



Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

Recul des recettes non fiscales...

Les recettes non fiscales ont affiché un recul de 2,8 MM.DH ou 12,6% pour se limiter à 16,5 MM.DH, en liaison avec la non programmation des opérations de privatisation (-4,4 MM.DH) et le retard accusé des versements en provenance de certains établissements et entreprises publics (-0,6 MM.DH). Cette baisse a été atténuée par une amélioration de 2,3 MM.DH des autres recettes, attribuable principalement aux fonds de concours (+4,6 MM.DH).

Dans ce sillage, les recettes de monopoles et participations se sont établies à 8,5 MM.DH contre 9,1 MM.DH un an auparavant, en baisse de près de 0,6 MM.DH ou 6,9%. Ces recettes ont été versées principalement par l'OCP (3,6 MM.DH contre 2,7 MM.DH), Bank Al-Maghrib (1 MM.DH contre 0,8 MM.DH), l'Agence de la conservation foncière (1,3 MM.DH contre 2 MM.DH), Maroc Télécom (0,9 MM.DH contre 1,5 MM.DH) et l'ONDA (300 M.DH contre 400 M.DH).

Baisse des dépenses de compensation...

Les dépenses ordinaires ont augmenté de 10,1 MM.DH ou 5% à fin novembre 2020 par rapport à la même période un an auparavant, pour s'établir à 210,1 MM.DH. Cette évolution fait ressortir une hausse des salaires (+6,4 MM.DH ou +5,5%) et des autres biens et services (+3,8 MM.DH ou +8,2%).

Pour ce qui est des dépenses au titre des intérêts de la dette, ils ont progressé de 677 M.DH ou 2,7% pour s'élever à 26,2 MM.DH, sous l'effet principalement de la hausse aussi bien des charges au titre de la dette extérieure de 381 M.DH ou 11,6% que celles au titre de la dette intérieure de 296 M.DH ou 1,3% de celles.

S'agissant des charges au titre de la compensation, elles ont diminué de 696 M.DH ou 5,1% durant les onze premiers mois de l'année 2020, en liaison notamment avec la baisse des cours internationaux du gaz butane, pour se limiter à 12,9 MM.DH.

Poursuite du ralentissement du rythme des dépenses d'investissement...

Les émissions au titre des dépenses d'investissement ont affiché un taux de réalisation de 78,4% par rapport aux prévisions de la loi de finances rectificative pour s'établir à près de 55,5 MM.DH à fin novembre 2020, en baisse de 2,3 MM.DH ou 4,1% par rapport au niveau enregistré il y a un an. Cette évolution est attribuable principalement à la baisse des dépenses au titre des budgets ministériels.

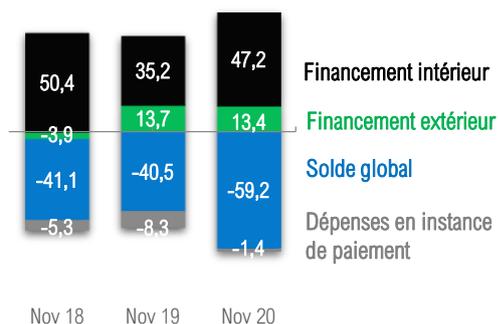
Solde positif des comptes spéciaux...

Les opérations des comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un solde positif de près de 10,7 MM.DH contre 4,9 MM.DH à fin novembre 2019, en augmentation de 5,8 MM.DH. **Un tel niveau de solde s'explique** à hauteur de 8,3 MM.DH, par l'excédent dégagé par le Fonds spécial de gestion de la pandémie Covid-19 et, pour le reste, par les flux nets positifs enregistrés par les autres comptes spéciaux du Trésor.

Hausse du besoin de financement du Trésor ...

Compte tenu de l'excédent dégagé par le Fonds spécial de gestion de la pandémie de la Covid-19, le déficit budgétaire s'est établi à 59,2 MM.DH contre 40,5 MM.DH un an auparavant, soit une hausse de 18,7 MM.DH. En excluant l'excédent enregistré par le Fonds spécial de gestion de la pandémie, le déficit s'élève à près de 67,6 MM.DH, en aggravation de près de 27 MM.DH par rapport à la même période de l'année 2019. Ce besoin a été couvert par le recours au financement intérieur pour un flux positif de 47,2 MM.DH et de 13,4 MM.DH au titre des financements extérieurs.

Besoins et sources de financement du Trésor –En MM.DH–



Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

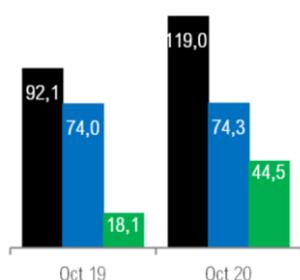
DETTE : Hausse des souscriptions sur le MAVT...

Au cours des dix premiers mois de l'année 2020, le financement du Trésor sur le marché domestique a continué à bénéficier de conditions satisfaisantes malgré la situation exceptionnelle induite par la crise sanitaire. Ainsi, les souscriptions sur le marché des adjudications des valeurs du Trésor (MAVT) se sont établies à près de 119 MM.DH, en hausse de 26,9 MM.DH ou 29,2% par rapport à la même période de l'année précédente.

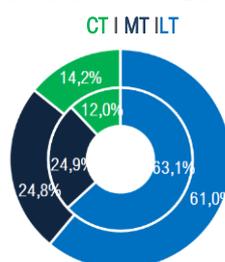
Cette hausse a été observée principalement au niveau des maturités à court terme avec des levées qui ont augmenté de 39,6 MM.DH ou 172,2% pour atteindre 62,5 MM.DH, soit 52,5% du total contre 24,9% à fin octobre 2019. De même, le volume souscrit au titre des maturités moyennes a enregistré une hausse de 4 MM.DH ou 17% pour s'établir à 27,9 MM.DH (23,4% des levées contre 25,9%). En revanche, les souscriptions au titre des maturités longues se sont repliées de 16,7 MM.DH ou 36,8% pour se limiter à 28,6 MM.DH (24% des levées contre 49,2% un an auparavant).

Compte tenu de la hausse de 1,1 MM.DH ou 1,4% des remboursements qui ont atteint 78,1 MM.DH, l'encours de la dette intérieure du Trésor s'est situé à 633,6 MM.DH à fin octobre 2020, en progression de 47,9 MM.DH ou 8,2% par rapport à fin 2019 contre +16,6 MM.DH ou +2,9% un an auparavant. Par terme, cet encours demeure dominé par le long terme à hauteur de 61% contre 63,1% il y a un an, suivi par le moyen terme (24,8% contre 24,9%) et le court terme (14,2% contre 12%).

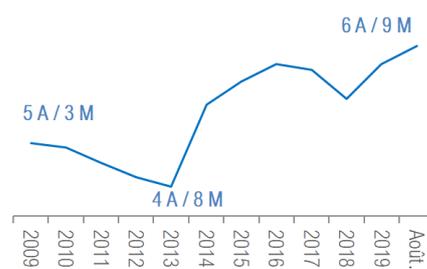
Souscriptions | Remboursements | Flux



Structure de la dette intérieure
Anneau Interne : Oct-19 / Ext. : Oct-20



Durée de vie moyenne



Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

Amélioration des conditions de financement du Trésor...

Au terme des dix premiers mois de l'année 2020, les taux appliqués sur le marché primaire des bons de Trésor (BdT) se sont inscrits en baisse par rapport à la même période de l'année précédente.

Pour les maturités courtes, ces replis ont atteint 70 pbs pour les BdT à 13 semaines (1,47%), 68 pbs pour les 26 semaines (1,55%), 62 pbs pour les 52 semaines (1,64%) et 51 pbs pour ceux à 2 ans (1,85%). En ce qui concerne les maturités moyennes et longues, ces baisses se situent à 41 pbs pour les 5 ans (2,10%), 49 pbs pour les 10 ans (2,4%), 30 pbs pour les 15 ans (2,90%), 74 pbs pour les 20 ans (2,87%) et 43 pbs pour les 30 ans (3,73%).

Evolution des TMP sur le MAVT -En %-



Rachat et Echanges de BdT-En M.DH-

Maturités	Rachat	Echanges	
		Remboursés	Emis
52 sem	281,7	537,1	-
2 ans	718,3	4 403,2	-
5 ans	-	5 978,1	12 848,6
10 ans	-	5 057,8	57,7
15 ans	-	3 325,8	157
20 ans	-	-	843,7
30 ans	-	-	5 503,3
Total	1 000	19 302	19 410,3

Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

Poursuite des opérations de gestion active de la dette intérieure...

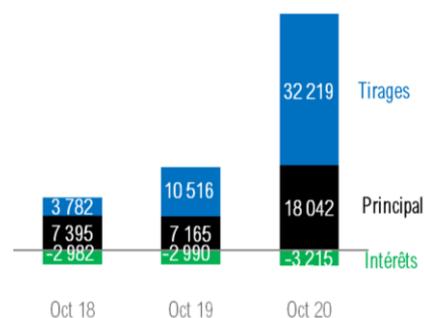
En matière de gestion active de la dette intérieure et en vue de réajuster son profil, le Trésor a procédé à des opérations de rachat et d'échange de bons portant sur un montant global de 20,3 MM.DH à fin octobre 2020 contre 34,3 MM.DH un an auparavant.

Hausse des tirages de la dette extérieure...

La situation des emprunts extérieurs du Trésor a dégagé un flux net positif (tirages - amortissements) de 14,2 MM.DH à fin octobre 2020 contre 3,4 MM.DH durant la même période un an auparavant.

Dans cette évolution, les tirages se sont établis à près de 32,2 MM.DH contre 10,5 MM.DH à fin octobre 2019. Pour leur part, les remboursements en principal ont atteint à 18 MM.DH contre 7,2 MM.DH un an auparavant. Ainsi, le stock de la dette extérieure du Trésor s'est établi à 177,6 MM.DH, en hausse de près de 14,2 MM.DH ou 8,7% par rapport à fin 2019.

Flux de la dette extérieure du Trésor -En M.DH-



Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

Globalement, la dette totale du Trésor a atteint 811,2 MM.DH à fin octobre 2020, en progression de 62,1 MM.DH ou 8,3% par rapport à fin 2019 contre une hausse de 19,9 MM.DH ou 2,8% enregistrée au terme de la même période de l'année précédente. Il est à noter que la structure de cette dette reste dominée par sa composante intérieure avec une part de 78,1% alors que la dette extérieure ne représente que 21,9% de l'encours global de la dette.

EMISSION REUSSIE D'UN EMPRUNT OBLIGATAIRE DE 3 MM. \$ EN TROIS TRANCHES

Après la mobilisation d'un montant de 1 MM.€ sur le marché financier international le 24 septembre 2020, le Maroc a de nouveau émis le 8 décembre 2020, un emprunt obligataire d'un montant global de 3 MM.\$ en trois tranches. Une première tranche d'une maturité de 7 ans, portant sur un montant de 750 M.\$, à un spread de 175 pbs assortie d'un coupon de 2,375%, une deuxième tranche d'une maturité de 12 ans, d'un montant de 1MM.\$, à un spread de 200 pbs assortie d'un coupon de 3% et une troisième tranche d'une maturité de 30 ans, de 1,25 MM.\$, à un spread de 261 pbs assortie d'un coupon de 4%.

Cette émission, qui a marqué le retour du Maroc sur le compartiment du dollar après une absence de 7 ans, a connu un franc succès auprès d'investisseurs internationaux dont 478 ont été servis. Le livre d'ordre a dépassé les 13 milliards de dollars et l'émission a été ainsi sursouscrite à plus de 4 fois.

Elle a permis également de renouer le contact avec les investisseurs américains, diversifier les sources de financement du royaume et établir de nouvelles références sur la courbe du crédit du Maroc. Cette émission a été placée auprès des investisseurs de qualité notamment les gestionnaires de fonds, les compagnies d'assurance et les fonds de pension.

MONNAIE & CREDIT : Forte progression de la masse monétaire...

Au cours des dix premiers mois de l'année, l'agrégat M3 a affiché une hausse de 71,7 MM.DH ou 5,2% contre +23,4 MM.DH ou +1,8% à la même période de l'année précédente pour s'établir à 1442,2 MM.DH. Cette création monétaire recouvre les éléments suivants :

- ▲ **Circulation fiduciaire (cf)** : +54,5 MM.DH ou +21,8% contre +15,1 MM.DH ou +6,4% un an auparavant à la même période, soit un rythme de croissance largement supérieur à celui observé en moyenne des cinq dernières années (+6,9%). Par rapport au mois précédent et après avoir marqué des reflux de 6,6 MM.DH et 2,9 MM.DH en août et septembre respectivement, la CF a affiché une hausse de 2,1 MM.DH ou 0,7%, un rythme de progression qui demeure inférieur à celui atteint au cours des premiers mois ayant marqué le début de la crise sanitaire ;
- ▲ **Monnaie scripturale** : +24 MM.DH ou +3,6% contre +4,1 MM.DH ou +0,7%, recouvrant une forte progression des dépôts à vue auprès des banques (+31,1 MM.DH ou +5,3% contre +2,2 MM.DH ou +0,4%) attribuée, notamment, au repli de la consommation des ménages en biens durables et, dans une moindre mesure, à l'opération d'amnistie fiscale et de change lancée au début de cette année. De leur part, les dépôts à vue auprès du Trésor ont poursuivi leur baisse entamée au début de cette année (-8,7 MM.DH ou -12% contre +1,2 MM.DH ou +1,9%) ;
- ▲ **Comptes d'épargne auprès des banques** : +2,3 MM.DH ou +1,4% contre +6 MM.DH ou +3,8% et ce, en dépit de la baisse de leur rémunération, étant donné le maintien de leur attractivité à l'égard des ménages et les avantages qu'ils présentent en termes de liquidité et d'absence de risque ;
- ▼ **Autres actifs monétaires** : -9,1 MM.DH ou -3,1% contre -1,8 MM.DH ou -0,6%, découlant des baisses des comptes à terme auprès des banques (-15,3 MM.DH ou -10,2% contre -8,1 MM.DH ou -5%) et, dans une moindre mesure, des dépôts à terme auprès du Trésor (-1,7 MM.DH ou -20% contre +2,6 MM.DH ou +26,1%), en relation notamment avec la préférence pour la liquidité dans ce contexte de crise, et des dépôts en devises (-1,4 MM.DH ou -3,3% contre +5,9 MM.DH ou +15,9%). De leur côté, les titres OPCVM monétaires ont progressé de 2,2 MM.DH ou 4,1% contre -3,4 MM.DH ou -6,1% un an auparavant.

La création monétaire constatée au terme des dix premiers mois de l'année est attribuée aux :

- ▲ **Créances nettes des institutions de dépôt sur l'administration centrale** : +37,3 MM.DH ou +17,6% contre +7,5 MM.DH ou +3,7%. Cette évolution recouvre une augmentation du portefeuille des bons du Trésor détenus par les banques et les OPCVM monétaires (+36,7 MM.DH ou +22,9% contre +4,5 MM.DH ou +2,9% un an auparavant), en lien avec la mobilisation de 44,6 MM.DH sur le marché des adjudications contre 18,1 MM.DH l'année précédente, compte tenu de l'augmentation des besoins de financement du Trésor ;
- ▲ **Créances sur l'économie** : +32,6 MM.DH ou +3% contre +38,9 MM.DH ou +3,8% un an auparavant ;
- ▲ **Créances nettes des institutions de dépôt sur les non-résidents** : +17,6 MM.DH ou +6,7% contre +3,2 MM.DH ou +1,3%. De leur part, les avoirs officiels de réserves (AOR) se sont consolidés de 39,3 MM.DH ou 15,5% contre +5,2 MM.DH ou +2,2% pour s'élever à 292,7 MM.DH. Par rapport au mois précédent, les AOR ont accusé une forte ponction de 13,7 MM.DH ou 15,5%, en lien, notamment, avec le remboursement de l'emprunt obligataire émis en octobre 2010 d'un montant de 1 MM.€.

Poursuite de la progression des agrégats de placements liquides ...

Durant les dix premiers mois de l'année 2020, les agrégats de placements liquides ont progressé de 39,6 MM.DH ou 5,3% contre +38,6 MM.DH ou +5,5% à la même période de l'année précédente. Cette évolution reflète un regain de confiance sur les différents marchés suite, notamment, à l'annonce de l'injection de 120 MM.DH dans l'économie au titre du plan de relance économique. En effet, au cours de la période allant du mois de juin à octobre, ces agrégats ont marqué une forte reprise avec une hausse cumulée de 64,6 MM.DH ou 9%. Par composante, cette évolution recouvre :

- ▲ Une accélération de l'agrégat **PL2** (+26,2 MM.DH ou +9,6% contre +16 MM.DH ou +6,3%), traduisant un plus grand intérêt en faveur des titres émis par les OPCVM obligations au détriment des autres types d'OPCVM ;
- ▲ Une progression de l'agrégat **PL1** (+15,5 MM.DH ou +3,8% contre +17,2 MM.DH ou +4,3%) ;
- ▼ Un recul de l'agrégat **PL3** (-2,1 MM.DH ou -3,5% contre +5,4 MM.DH ou +10,8%).

Consolidation du crédit bancaire au secteur non financier ...

La hausse des créances sur l'économie au cours des dix premiers mois de l'année recouvre une augmentation des titres (+15 MM.DH ou +12,5% contre +11,6 MM.DH ou +10,2%), essentiellement, ceux détenus par les banques

et une décélération du rythme de croissance du crédit bancaire (+19,5 MM.DH ou +2,1% contre +27,8 MM.DH ou +3,2% un an auparavant). Compte non tenu des crédits à caractère financier, composés principalement de ceux accordés aux OPCVM autres que monétaires, qui ont reculé de 5 MM.DH ou 4% contre +771 M.DH ou +0,7% un an auparavant, l'additionnel du crédit bancaire ressort à 24,5 MM.DH ou 3,1% contre +27 MM.DH ou +3,6%.

Par secteur institutionnel, la progression du crédit bancaire est attribuée, principalement au :

- ▲ **Secteur privé** : +26,5 MM.DH ou +3,7% contre +31,2 MM.DH ou +4,6%, recouvrant une hausse des crédits destinés aux sociétés non financières (SNF) privées (+17,1 MM.DH ou +4,6% contre +17,3 MM.DH ou +5%). En effet, après une croissance soutenue durant la période mars-juillet de cette année, les crédits distribués aux SNF privées ont affiché une nouvelle baisse de 1,9 MM.DH ou 0,5% en octobre après -1,8 MM.DH ou -0,5% le mois précédent. De leur côté, les crédits aux ménages ont affiché un net ralentissement (+9,1 MM.DH ou +2,7% contre +14 MM.DH ou +4,2%), reflétant un effet revenu ainsi que le report de l'acquisition de biens durables ;
- ▲ **SNF publiques** : +256 M.DH ou +0,5% contre -2,1 MM.DH ou -4,1% ;
- ▼ **Crédit aux autres sociétés financières (ASF)** : -8 MM.DH ou -6,1% contre -2,5 MM.DH ou -2%.

Par objet économique, l'évolution du crédit bancaire recouvre les éléments ci-après:

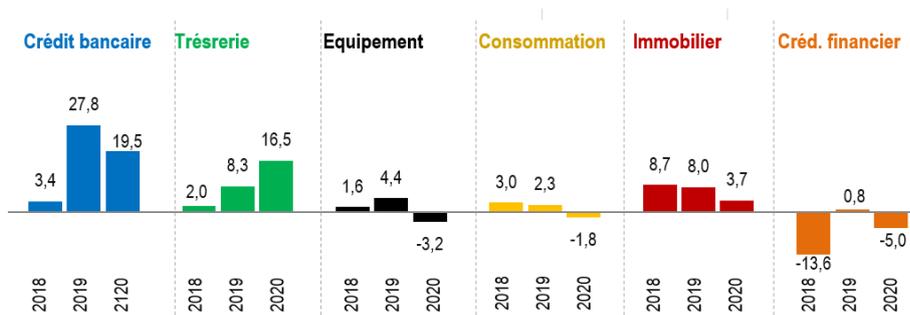
- ▲ **Facilités de trésorerie** : +16,5 MM.DH ou +8,7% contre +8,3 MM.DH ou +4,7% reflétant (i) un accroissement des facilités consenties aux SNF privées (+16,2 MM.DH ou +10,3% contre +10,4 MM.DH ou +7,3%), en lien avec le tirage sur les lignes de crédit « Damane Oxygène », « Relance TPE » et « Damane Relance » garanties par la CCG, (ii) une progression des facilités destinées aux ménages (+2,7 MM.DH ou +14,3% contre +1,3 MM.DH ou +6,7%) et (iii) une baisse de celles octroyées aux SNF publiques (-1,1 MM.DH ou -16,7% contre +491 M.DH ou +7,2%).
- ▼ **Crédits à l'équipement** : -3,2 M.DH ou -1,7% contre +4,4 MM.DH ou +2,5%, découlant d'(i) un net repli des crédits octroyés aux SNF privées (-2,9 MM.DH ou -2,9% contre +4,5 MM.DH ou +4,7%) et (ii) un recul moins prononcé des concours accordés aux SNF publiques (-416 M.DH ou -1% contre -3,1 MM.DH ou -7,2%).
- ▲ **Crédits immobiliers** : +3,7 MM.DH ou +1,3% contre +8 MM.DH ou +3%, recouvrant, d'un côté, (i) une décélération du rythme d'accroissement des crédits à l'habitat à 4,5 MM.DH ou 2,1% contre +6,9 MM.DH ou +3,3% (dont +2,5 MM.DH ou +31,4% au titre du financement participatif, contre +3,1 MM.DH ou +74,8%), lesquels ont affiché une reprise cumulée de 5,1 MM.DH ou 2,4% au cours de la période s'étalant du mois de juin à octobre et, de l'autre, (ii) un recul des prêts destinés à la promotion immobilière (-2,7 MM.DH ou -4,6% contre -1,1 MM.DH ou -2%) ;

Cette progression est, en partie, soutenue par les moratoires accordés aux ménages ainsi que la prise en charge de l'intégralité des intérêts intercalaires par l'État et le secteur bancaire, mais également par le redémarrage progressif et modéré de l'activité immobilière, en lien avec les mesures incitatives au titre de la réduction des droits d'enregistrement et la suspension de l'application du référentiel des prix des actifs immobiliers.

- ▼ **Crédits à la consommation** : -1,8 MM.DH ou -3,2% contre +2,3 MM.DH ou +4,3% ;
- ▲ **Créances en souffrance (ces)** : +9,8 MM.DH ou +14% contre +4,4 MM.DH ou +6,8% un an auparavant, pour ressortir à 79,7 MM.DH. Le taux de défaut ressort ainsi à 8,5% contre 7,6% en décembre 2019. Cette évolution traduit (i) une hausse notable des CES des SNF privées (+4,7 MM.DH ou +11,7% contre +548 M.DH ou +1,4% à 44,7 MM.DH) et (ii) une augmentation des CES des ménages (+4,4 MM.DH ou +15,1% contre +3,7 MM.DH ou +14,7% à 33,6 MM.DH).

Ces évolutions reflètent la détérioration de la situation financière aussi bien des SNF privées que des ménages, suite aux répercussions négatives de la crise sanitaire. Signalons, à cet égard, que les impayés faisant l'objet de moratoires ne sont pas comptabilisés comme créances en souffrance. Ceci dit, le report des échéances, qui a pris fin en juin dernier, a été prolongé jusqu'à la fin de l'année en cours en faveur des secteurs du tourisme et de l'événementiel alors qu'un examen au cas par cas serait réservé par les banques aux ménages et à leurs clientèles opérant dans les autres secteurs d'activité.

Flux des crédits bancaires au cours des dix premiers mois -En MM.DH-

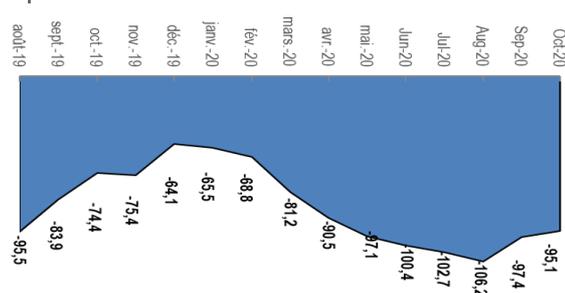


Source: Bank Al-Maghrib

Atténuation des besoins de trésoreries bancaires ...

Après avoir atteint son niveau historique le plus élevé de 106,2 MM.DH en août, le déficit de liquidité s'est atténué graduellement, pour le deuxième mois consécutif de 2,3 MM.DH en octobre contre 8,8 MM.DH le mois précédent, pour revenir à 95,1 MM.DH en moyennes hebdomadaires, soit son niveau le plus bas depuis le mois d'avril dernier.

Liquidité bancaire -En MM.DH-



Source: Bank Al-Maghrib

Dans ce contexte, et afin de maintenir le taux interbancaire à des niveaux proches du taux directeur, BAM a réduit ses injections de liquidité sur le marché monétaire à 103,4 MM.DH en moyenne du mois d'octobre contre 105,5 MM.DH un mois auparavant. Ce montant, qui a largement comblé les besoins de trésoreries des banques, est composé de :

- ▲ Avances à 7 jours sur appel d'offres : 39,3 MM.DH en moyenne du mois d'octobre contre 27,9 MM.DH le mois précédent ;
- ▼ Opérations de pension livrée : 29,3 MM.DH contre 39,2 MM.DH un mois auparavant ;
- ▼ Prêts garantis au titre du programme de soutien au financement de la TPME : 29,7 MM.DH en moyenne contre 32,7 MM.DH le mois précédent ;
- ▼ Opérations de swap de change : 5 MM.DH contre 5,7 MM.DH ;
- ▲ Avances à 24 heures à l'initiative des banques : 1,5 MM.DH ont été servis à des fins d'ajustement des trésoreries des banques.

Evolution contrastée des taux d'intérêts ...

Au terme du mois d'octobre, l'évolution des taux d'intérêt traduit ce qui suit :

- ▼ **TMP interbancaire au jour le jour** : Alignement parfait sur le taux directeur, abaissé à deux reprises en mars et juin dernier de 75 pbs globalement à 1,5%.
- ▼ **Taux créditeurs** : Les TMP des dépôts à 6 mois et à 12 mois ont accusé en octobre 2020 des baisses de 40 et 52 pbs, pour atteindre leurs niveaux historiques les plus bas de 2,31% et 2,48% respectivement.
- ▼ **Taux débiteurs** : Les données de la dernière enquête de BAM au titre du T3-20 font ressortir un nouveau recul du taux moyen global de 28 pbs par rapport au T2-20 pour revenir à 4,30%, reflétant la réduction du taux directeur ainsi que le plafonnement des taux d'intérêt appliqués aux crédits alloués au titre des produits de garantie lancés par le CVE. Cette évolution reflète des baisses des taux assortissant les crédits à la consommation (-62 pbs à 6,47%), après deux trimestres consécutifs de hausse, et les crédits immobiliers (-43 pbs à 4,79%), à l'effet de relancer la consommation des ménages et contribuer à dynamiser le marché immobilier. De leur part, les taux appliqués aux facilités de trésorerie ont poursuivi leur détente amorcée au début de l'année (-44 pbs à 3,97%), visant à soutenir la trésorerie des entreprises fragilisées par la crise sanitaire. En revanche, les taux assortissant les crédits à l'équipement ont accusé une hausse de 16 pbs à 4,37%, tout en demeurant inférieurs à leurs niveaux constatés au T4-19 (4,91%).

BOURSE : Redressement de l'activité boursière...

A l'instar des places financières mondiales, la bourse de Casablanca a poursuivi son rattrapage au mois de novembre, comme en témoigne la hausse de ses deux indices phares MASI et MADEX de 5,1% et 5,2% d'un mois à l'autre, ramenant leurs baisses constatées depuis fin 2019 à -9,7% et -9,8%.

Pour sa part, le volume global des transactions a diminué de 19,3 MM.DH ou 33,3% en novembre par rapport au même mois de l'année précédente, pour se limiter à 38,8 MM.DH. Ce recul traduit, d'un côté, une progression des transactions effectuées sur le marché central de 2,5 MM.DH ou 9,7% et, de l'autre, des baisses de celles réalisées sur le marché de bloc (-11 M.DH ou -70,3%) et des opérations d'augmentation du capital (-7,4MM.DH ou -75,6%). Depuis le début de l'année, le volume global des transactions a reculé de 36,6 MM.DH ou 48,5%, reflétant des replis respectifs de 3,2 MM.DH ou 10,1% et de 22,5 MM.DH ou 82,9% sur le marché central et le marché de bloc.

Parallèlement, la capitalisation boursière s'est contractée de 60,4 MM.DH ou 9,6% par rapport à fin 2019, pour revenir à 566,3 MM.DH à fin novembre 2020. Ce recul a concerné la plupart des secteurs, en particulier ceux des « services » (-26,5%), des « banques » (-16,1%), et du « Bâtiments et matériaux de construction » (-12,9%).

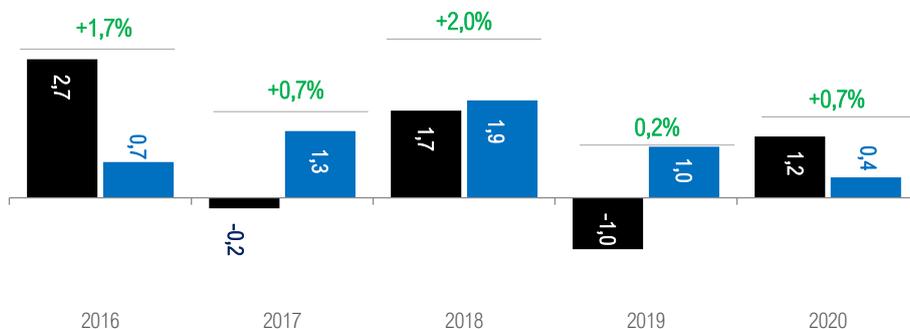
PRIX : Hausse du taux d'inflation...

Au cours du mois de novembre, l'indice des prix à la consommation a affiché une baisse de 0,7% par rapport au mois précédent, recouvrant une baisse de 1,8% des prix des produits alimentaires et une hausse de 0,1% de ceux des produits non alimentaires.

Au niveau des produits alimentaires, la baisse des prix a concerné principalement les fruits (-12,1%), les « légumes » (-2,2%), les « viandes » (-2%) et le « café, thé et cacao » (-0,2%). Pour les produits non alimentaires, la baisse a été observée principalement au niveau des prix des « carburants » de 0,2%.

En moyenne des onze premiers mois de l'année, le taux d'inflation s'est établi à 0,7% en 2020 contre +0,2% en 2019. Cette évolution recouvre une hausse des prix des produits alimentaires (+1,2% au lieu de -1,0%) et une décélération de celle des prix des produits non alimentaires (+0,4% après +1,0%).

Taux d'inflation : Alimentaire / Non Alimentaire- Moyenne onze mois en % -



Source : Haut-commissariat au Plan

ACTIVITE ET EMPLOI : Hausse du taux de chômage...

Entre le T3-19 et le T3-20, la population active âgée de 15 ans et plus a enregistré un repli de 1,8% au niveau national pour revenir à 11.648 mille personnes. Le taux d'activité a ainsi reculé de 1,4 point au niveau national suite à une baisse de 2,8 points en milieu rural à 48% et de 0,7 point en milieu urbain à 41%.

En ce qui concerne l'emploi, l'économie nationale a enregistré la perte de 421 mille postes d'emploi rémunérés, dont 226 mille en milieu urbain et 195 mille en milieu rural. Pour sa part, l'emploi non rémunéré a régressé de 160 mille postes, résultat d'une perte de 149 mille postes en zones rurales et 11 mille en zones urbaines.

Ainsi, le volume de l'emploi a baissé de 581 mille postes au niveau national entre T3-19 et T3-20, sous l'effet de la destruction de 344 mille postes en milieu rural et 237 mille postes en milieu urbain.

Au niveau sectoriel, le secteur des « services » a affiché une perte de 260 mille postes, soit 5,2% de son volume d'emploi, dont 196 mille en milieu urbain et 64 mille en milieu rural. Le secteur de « l'agriculture, forêt et pêche »

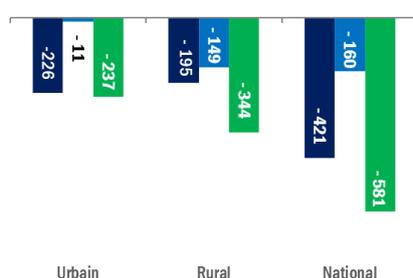
a également perdu 258 mille postes, résultat d'une perte de 260 mille en zones rurales et d'une création de 2 mille postes en zones urbaines. De même, le secteur de « l'industrie y compris l'artisanat » a perdu 61 mille postes, dont 44 mille en milieu urbain et 17 mille en milieu rural.

En revanche, le secteur des « BTP » a créé un mille postes, recouvrant la création de 2 mille postes dans les villes et la perte d'un mille postes dans les campagnes.

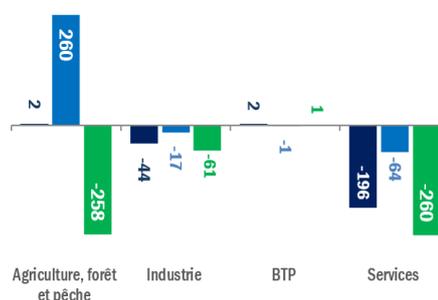
Pour ce qui est de la population active en chômage, elle a augmenté de 368 mille personnes ou 33% entre T3-19 et T3-20, passant de 1.114 mille à 1.482 mille chômeurs. Cette évolution est le résultat de la hausse du nombre de chômeurs de 276 mille en milieu urbain et de 92 mille en milieu rural. Le taux de chômage s'est ainsi accru de 3,3 points au niveau national, passant de 9,4% à 12,7%.

Selon le milieu de résidence, ce taux a augmenté de 3,8 points dans les villes pour culminer 16,5%, sous l'effet de la hausse du chômage notamment parmi les jeunes âgés entre 15 et 24 ans (+6,8 points à 46,7%) et entre 25 et 34 ans (+5,3 points à 24,7%) ainsi que les diplômés (+3,3 points à 20%).

Création nette d'emplois au T3-20- En milliers-
Selon le milieu de résidence
Rémunéré | Non rémunéré | Total



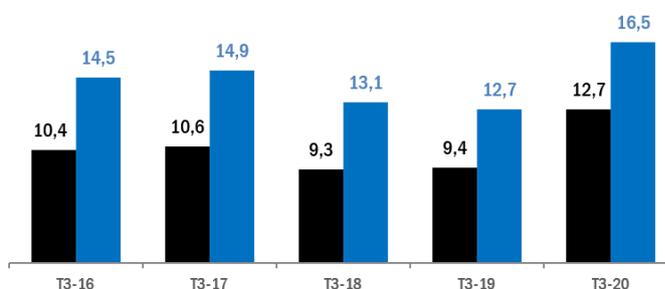
Par secteur d'activité économique
Urbain | Rural | National



Source : Haut-commissariat au Plan

En zones rurales, le taux de chômage s'est aggravé de 2,3 points pour atteindre 6,8% suite à la hausse du chômage notamment parmi les jeunes âgés entre 15 et 24 ans (+3,8 points à 16,8%), ceux âgés entre 25 et 34 ans (+2,5 points à 9,1%) et les diplômés (+2,6 points à 13,7%).

Taux de chômage : National | Urbain - En % -



Source : Haut-commissariat au Plan

En ce qui concerne la population active occupée en situation de sous-emploi, elle a connu une hausse de 22% au niveau national entre T3-19 et T3-20 pour atteindre 1.182 mille personnes. Le taux de sous-emploi a ainsi progressé de 2,5 points pour se situer à 11,6%, suite à une augmentation de ce taux de 2,7 points dans les villes à 10,5% et de 2,5 points dans les campagnes à 13,3%.

ANNEXES STATISTIQUES

An 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

SECTEUR REEL	Oct 18	Oct 19	Oct 20	Oct 19/18		Oct 20/19	
PECHE (Septembre)							
Produits de la pêche côtière (Tonnes)	884 907	947 157	905 171	62 250	7,0%	-41 986	-4,4%
Produits de la pêche côtière (M.DH)	5 837 267	5 749 447	5 258 977	-87 820	-1,5%	-490 470	-8,5%
MINES (en 1000 tonnes) (septembre)							
Phosphates	25 532	26 187	27 444	655	2,6%	1 257	4,8%
Dérivés de Phosphate	11 414	12 516	13 768	1 102	9,7%	1 252	10,0%
ENERGIE (GWH)							
Consommation d'électricité	25 627	25 771	25 054	144	0,6%	-717	-2,8%
Energie totale appelée	31 328	32 735	32 091	1 407	4,5%	-643	-2,0%
INDUSTRIE							
Taux d'utilisation des capacités de production	72,6%	74,2%	63,8%	1,6	pts	-10,4	pt
Indice de la production industrielle, hors raffinage, (T3)	2,3%	1,6%	-2,6%	-0,7	pts	-4,2	pt
B.T.P (Novembre)							
Ventes de ciment (1000 T)	12 074	12 438	11 083	364	3,0%	-1 355	-10,9%
TOURISME (Août)							
Total des arrivées (en millier)	8713	9 267	2 132	554	6,4%	-7 135	-77%
Nuitées touristiques	16 053	16 985	5 653	931	5,8%	-11 332	-67%
MONNAIE ET CREDIT (M.DH)				Oct 19/ Déc 18		Oct 20/ Déc 19	
Monnaie fiduciaire	231 669	248 648	304 771	15 046	6,4%	54 544	21,8%
Monnaie scripturale	596 060	629 223	685 592	4 129	0,7%	23 994	3,6%
Placements à vue	158 711	165 193	168 796	6 002	3,8%	2 274	1,4%
Autres actifs monétaires	313 230	300 956	283 050	-1 780	-0,6%	-9 121	-3,1%
Masse monétaire M3	1 299 670	1 344 020	1 442 209	23 397	1,8%	71 691	5,2%
Créances nettes des ID sur les non-résidents	251 873	253 359	281 492	3 155	1,3%	17 640	6,7%
Créances sur l'économie	999 601	1 061 797	1 112 474	38 905	3,8%	32 615	3,0%
dont Crédits bancaires à l'économie	846 669	898 388	936 659	27 772	3,2%	19 507	2,1%
FINANCES PUBLIQUES (M.DH)				Nov 19/18		Nov 20/19	
Recettes ordinaires	201 487	212 470	195 675	10 983	5,5%	-16 795	-7,9%
Recettes fiscales	182 359	187 136	173 389	4 777	2,6%	-13 748	-7,3%
Impôt sur les sociétés	39 707	38 602	38 835	-1 105	-2,8%	233	0,6%
Impôt sur le revenu	36 957	38 409	36 574	1 452	3,9%	-1 835	-4,8%
Taxe sur la valeur ajoutée	54 702	55 488	50 244	785	1,4%	-5 244	-9,5%
Taxes intérieures à la consommation	25 619	27 170	24 219	1 552	6,1%	-2 952	-10,9%
Droits de douane	8 855	8 795	8 443	-60	-0,7%	-352	-4,0%
Enregistrement et timbre	14 271	14 513	11 674	242	1,7%	-2 839	-19,6%
Dépenses ordinaires	192 579	200 008	210 080	7 429	3,9%	10 072	5,0%
Personnel	96 749	115 079	121 435	18 330	18,9%	6 356	5,5%
Autres biens et services	53 101	45 831	49 566	-7 270	-13,7%	3 735	8,2%
Intérêts de la dette	26 173	25 537	26 214	-636	-2,4%	677	2,7%
Compensation	16 556	13 561	12 865	-2 995	-18,1%	-696	-5,1%
Solde ordinaire	8 908	12 463	-14 405	3 554		-26 868	
Dépenses d'équipement	53 526	57 864	55 520	4 339	8,1%	-2 344	-4,1%
Solde global	-41 116	-40 544	-59 231	572		-18 687	
DETTE DU TRESOR (MM.DH)				Oct 19/18		Oct 20/19	
Dette totale du Trésor	717,2	741,0	811	20,0	2,8%	62,1	8,3%
Dette extérieure	150	150	178	3,6	2,5%	14,2	8,7%
Dette intérieure	568	591,2	634	16,6	2,9%	47,9	8,2%
ECHANGES EXTERIEURS (M.DH)				Oct 19/18		Oct 20/19	
Importations	397 073	410 592	342 257	13 518	3,4%	-68 334	-16,6%
Facture énergétique	68 144	63 550	41 147	-4 593	-6,7%	-22 403	-35,3%
Blé	6 958	8 080	11 672	1 122	16,1%	3 592	44,4%
Hors énergie	328 930	347 041	301 110	18 111	5,5%	-45 931	-13,2%
Exportations	228 251	237 843	213 716	9 593	4,2%	-24 127	-10,1%
Phosphates et dérivés	42 295	42 407	41 486	112	0,3%	-921	-2,2%
Hors Phosphates et dérivés	185 955	195 437	172 231	9 481	5,1%	-23 206	-11,9%
Textile et cuir	32 204	31 274	25 414	-930	-2,9%	-5 860	-18,7%
Composants automobiles	60 988	66 794	57 757	5 806	9,5%	-9 037	-13,5%
Aéronautique	12 106	14 306	10 217	2 200	18,2%	-4 089	-28,6%
Déficit commercial	-168 823	-172 748	-128 541	-3 926	2,3%	44 207	25,6%
Taux de couverture	57,5%	57,9%	62,4%	0,4			
Recettes Voyages	62 463	67 072	26 646	4 609	7,4%	-40 426	-60,3%
Recettes M.R.E	55 403	54 886	55 833	-517	-0,9%	947	1,7%
Recettes IDE	41 801	28 374	20 434	-13 427	-32,1%	-7 940	-28,0%

An 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS (suite) - Source : HCP-

EMPLOI ET CHÔMAGE	T3-18	T3-19	T3-20
Création d'emploi	122	143	-581
Taux de chômage	9,3%	9,4%	12,7%
Milieu urbain	13,1%	12,7%	16,5%
Chômage des jeunes (25-34 ans)	19,8%	19,4%	24,7%
Chômage des diplômés	17,7%	16,7%	20,0%
PRIX (Jan-...)	Nov-18	Nov-19	Nov-20
Inflation	2,0%	0,2%	0,7%
dont Produits alimentaires	1,7%	-1,0%	1,2%
Produits non alimentaires	1,9%	1,0%	0,4%

An 2 : CONJONCTURE INTERNATIONALE - Source : FMI /EUROSTAT /Bloomberg / BCE / BAM –

PRODUIT INTERIEUR BRUT -en %								
Pays	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019*	2020*
Etats-Unis	2,2	2,4	2,6	1,5	2,2	2,9	2,2	-4,3
Japon	1,6	0,0	1,1	1,0	1,9	0,8	0,7	-5,3
Zone Euro	-0,4	1,1	2,0	1,8	2,4	1,9	1,3	-8,3
France	0,7	0,6	1,1	1,1	2,3	1,7	1,5	-9,8
Allemagne	0,2	1,6	1,5	1,9	2,2	1,4	0,6	-6,0
Italie	-1,7	-0,3	0,8	0,9	1,7	0,9	0,3	-10,6
Espagne	-1,2	1,4	3,2	3,3	3,0	2,6	2,0	-12,8
Pays en développement	5,0	4,6	4,3	4,4	4,8	4,5	4,1	4,1
Pays	Par rapport au trimestre précédent -en %-				Par rapport au même trimestre de l'année n-1 -en %-			
	T4-19	T1-20	T2-20	T3-20	T4-19	T1-20	T2-20	T3-20
Etats-Unis	0,6	-1,3	-9,0	7,4	2,3	0,3	-9,0	-2,9
Zone Euro	0,1	-3,7	-11,7	12,5	1,0	-3,2	-14,7	-4,3
France	-0,2	-5,9	-13,8	18,7	0,8	-5,7	-18,9	-3,9
Allemagne	0,0	-1,9	-9,8	8,5	0,4	-2,1	-11,2	-4,0
Italie	-0,3	-5,5	-13,0	15,9	0,1	-5,6	-18,0	-5,0
Espagne	0,4	-5,2	-17,8	16,7	1,7	-4,2	-21,5	-8,7
Pays	TAUX D'INFLATION -en %, Glissement annuel-				TAUX DE CHOMAGE -en %			
	Déc 18	déc 19	Sep 20	Oct 20	Déc 18	Déc 19	Sep 20	Oct 20
Etats-Unis	1,9	2,3	1,4	1,2	3,9	3,5	7,9	6,9
Zone Euro	1,5	1,3	-0,3	-0,3	7,8	7,3	8,5	8,4
France	1,9	1,6	0,0	0,1	8,9	8,2	8,8	8,6
Allemagne	1,7	1,5	-0,4	-0,5	3,3	3,2	4,5	4,5
Espagne	1,2	0,8	-0,6	-0,9	14,3	13,7	16,3	16,2
MATIERES PREMIERES	Déc 18	Déc 19	Oct 20	Nov 20	Nov 20/Oct 20		Nov 20/Déc 19	
Pétrole (/bl)	57	65	41	43	6,8%		-33,9%	
Gasoil NWE (\$/t)	545	604	335	356	6,4%		-41,0%	
Butane (\$/t)	382	467	428	403	-5,9%		-13,7%	
Blé tendre Fr (\$/t)	238	211	245	256	4,2%		21,3%	
Blé tendre US (\$/t)	240	224	272	274	0,4%		22,1%	
Sucre brut Ny (\$/t)	300	318	340	355	4,4%		11,6%	
Plomb (\$/t)	1972	1901	1776	1916	7,8%		0,8%	
INDICES BOURSIERS	Déc 18	Déc 19	Oct 20	Nov 20	Nov 20/Oct 20		Nov 20/Déc 19	
NASDAQ	6814	8779	11435	11794	3,1%		34,4%	
S&P 498	2567	3177	3419	3549	3,8%		11,7%	
CAC38	4798	5915	4844	5336	10,2%		-9,8%	
MSCI Emerging Market	972	1083	1120	1190	6,2%		9,8%	
TAUX DE CHANGE	Déc 18	Déc 19	Oct 20	Nov	Nov 20/Oct 20		Nov 20/Déc 19	
Euro/Dollar	1,139	1,111	1,178	1,183	0,5%		6,5%	
Euro/Dirham	10,855	10,693	10,841	10,813	-0,3%		1,1%	
Dollar/Dirham	9,529	9,622	9,205	9,137	-0,7%		-5,0%	

* Prévisions du FMI : Octobre 2020

An 3: PIB AUX PRIX DE L'ANNEE PRECEDENTE PAR BRANCHE D'ACTIVITE en % - Source : HCP -

	2018				2019				2020	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2
Agriculture	4,0%	4,5%	3,8%	3,5%	-5,5%	-5,4%	-5,3%	-5,2%	-5,0%	-6,9%
Pêche	-6,0%	-16,3%	-8,6%	-14,3%	18,4%	5,1%	-1,3%	-3,6%	5,2%	0,7%
Industrie d'extraction	16,7%	-1,0%	4,1%	0,4%	5,6%	-1,2%	2,1%	3,2%	-0,4%	7,9%
Industrie de transformation	3,5%	2,9%	3,2%	4,2%	2,5%	2,5%	1,9%	2,7%	0,6%	-22,0%
Electricité et eau	6,5%	2,1%	6,5%	6,0%	23,5%	20,9%	11,3%	5,0%	-3,4%	-12,3%
Bâtiment et travaux publics	0,6%	0,6%	-0,1%	-0,8%	1,5%	1,2%	1,3%	1,8%	1,0%	-17,1%
Commerce	3,8%	1,2%	2,2%	2,0%	3,8%	3,3%	2,9%	2,8%	-0,4%	-26,5%
Hôtels et restaurants	6,6%	6,0%	5,7%	5,8%	3,4%	4,7%	4,7%	3,7%	-7,0%	-90,0%
Transports	4,0%	5,7%	3,3%	1,8%	2,9%	2,9%	3,2%	2,7%	-2,6%	-55,7%
Postes et télécommunications	3,3%	3,3%	2,5%	2,1%	2,3%	1,5%	1,9%	1,9%	1,1%	-1,7%
Activités financières et assurances	2,0%	1,4%	1,6%	1,6%	2,5%	2,9%	1,2%	2,7%	1,8%	3,3%
Services rendus aux Ent. et services Pers.	4,8%	4,3%	4,5%	4,4%	4,5%	4,0%	3,8%	3,6%	0,5%	-14,4%
Adm. publique générale et sécurité sociale	2,4%	2,4%	2,7%	2,4%	3,4%	3,6%	4,4%	4,8%	5,8%	5,1%
Education, santé et action sociale	-0,8%	-0,6%	0,0%	0,0%	0,2%	0,6%	1,6%	2,1%	3,0%	4,9%
Impôts sur les produits nets des subventions	4,9%	4,3%	4,4%	4,8%	1,9%	2,5%	3,1%	2,5%	-0,7%	-19,1%
PIB en volume	3,5%	2,6%	3,0%	2,8%	2,5%	2,2%	2,1%	2,1%	0,1%	-14,9%
PIB en valeur	5,2%	3,6%	3,7%	3,9%	3,3%	3,4%	3,1%	2,4%	0,4%	-15,6%
PIB hors agriculture	3,5%	2,4%	2,9%	2,8%	3,6%	3,2%	3,0%	2,9%	0,7%	-16%

An 4: INDICATEURS DU CHÔMAGE ET D'EMPLOI - Source : HCP -

	T3-19			T3-20			2020/19		
	Urbain	Rural	Ens.	Urbain	Rural	Ens.	Urbain	Rural	Ens.
POPULATION (en millier)									
Population active (15 et plus)	7 115	4 746	11 861	7 154	4 494	11 648	39	-252	-213
Taux de féminisation de la population active	22,2	24,9	23,2	20,5	21,4	20,8	-1,7	-3,5	-2,4
Taux d'activité	41,7	50,8	44,9	41,0	48,0	43,5	-0,7	-2,8	-1,4
Selon le sexe									
Hommes	66,9	75,8	70,1	67,2	74,8	69,9	0,3	-1,0	-0,2
Femmes	18,0	25,4	20,5	16,3	20,7	17,8	-1,7	-4,7	-2,7
Selon l'âge									
11 -24 ans	21,0	30,2	24,7	19,3	26,7	22,3	-1,7	-3,5	-2,4
21 -34 ans	58,3	60,5	59,0	56,9	58,3	57,3	-1,4	-2,2	-1,7
31 -44 ans	57,6	65,9	60,4	57,0	63,4	59,1	-0,6	-2,5	-1,3
41 ans et plus	35,3	52,4	41,2	35,4	49,7	40,3	0,1	-2,7	-0,9
Selon le diplôme									
Sans diplôme	35,7	53,4	44,0	34,9	50,4	42,1	-0,8	-3,0	-1,9
Ayant un diplôme	46,3	44,6	45,9	45,7	42,8	45,0	-0,6	-1,8	-0,9
Population active occupée	6213	4534	10747	5975	4190	10166	-238	-344	-581
Taux d'emploi	36,4	48,5	40,7	34,3	44,8	37,9	-2,1	-3,7	-2,8
Part de l'emploi rémunéré dans l'emploi total	96,8	70,1	85,5	96,9	71,2	86,3	0,1	1,1	0,8
Salariés	66,8	44,4	59,1	66,8	47,2	60,1	0,0	2,8	1,0
Auto-employés	33,2	55,6	40,9	33,2	52,8	39,9	0,0	-2,8	-1,0
Population active occupée sous employée	481	488	969	627	556	1182	146	68	213
Taux de sous-emploi	7,8	10,8	9,1	10,5	13,3	11,6	2,7	2,5	2,5
Population active en chômage	902	212	1114	1178	304	1482	276	92	368
Taux de féminisation	38,8	15,5	34,4	32,7	13,6	28,8	-6,1	-1,9	-5,6
Taux de chômage	12,7	4,5	9,4	16,5	6,8	12,7	3,8	2,3	3,3
Selon le sexe									
Hommes	10,0	5,0	8,0	13,9	7,4	11,4	3,9	2,4	3,4
Femmes	22,2	2,8	13,9	26,3	4,3	17,6	4,1	1,5	3,7
Selon l'âge									
15-24 ans	39,9	13,0	26,7	46,7	16,8	32,3	6,8	3,8	5,6
25-34 ans	19,4	6,6	15,0	24,7	9,1	19,5	5,3	2,5	4,5
35-44 ans	5,9	2,3	4,6	9,7	4,9	8,0	3,8	2,6	3,4
45 ans et plus	3,0	1,0	2,1	5,7	2,7	4,4	2,7	1,7	2,3
Selon le diplôme									
Sans diplôme	5,9	2,1	3,7	10,4	4,1	6,9	4,5	2,0	3,2
Ayant un diplôme	16,7	11,1	15,5	20,0	13,7	18,7	3,3	2,6	3,2

An 5: SECTEUR AGRICOLE - Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime / EACCE / Secrétariat d'Etat chargé de l'Eau

	2014-15	2015-16	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20	2019-20 / 2018-19
Situation des barrages (au 11 Nov)							
Réserves en eau (Milliards m ³)	10,7	7	5,5	8,8	7,0	5,6	-20,0%
Taux de remplissage	68,6%	46,1%	36,5%	58,0%	44,9%	35,9%	-9,0%
Céréales d'automne (millions de qx)							
Blé dur	24	9	23	24	13,4	7,9	-41,0%
Blé tendre	56	19	49	49	26,8	17,7	-34,0%
Orge	35	6	29	29	11,6	6,4	-44,8%
Agrumes (1000 T)	1 906	2 035	2 362	2 270	2 619	1 833	-30,0%
Olivier (1000 T)	1 143	1 416	1 055	1 559	1 912	1 400	-26,8%
Cultures industrielles (1000 T)							
Primeurs (1000 T)	1 906	1 702	1 881	1 970			
Légumineuses (1000 T)	269	97	223	282			
Oléagineuses (1000 T)	87	66	60	64			

An 6: PRODUITS DE LA PECHE COTIERE ET ARTISANALE - Source : Office National des Pêches -

Poids en Tonnes / Valeur en KDH	Sep 19		Sep 20		Variation	
	Poids	Valeur	Poids	Valeur	Poids	Valeur
Total Général	947 157	5 749 447	905 171	5 258 978	-4,4%	-8,5%
Débarquements par port						
Méditerranée	19 083	485 428	16 618	427 476	-12,9%	-11,9%
Atlantique	928 074	5 264 019	888 553	4 831 502	-4,3%	-8,2%
Débarquements par espèce						
Poissons blancs	47 318	1 010 683	55 563	869 137	17,4%	-14,0%
Poissons pélagiques	841 551	2 229 789	779 410	2 099 104	-7,4%	-5,9%
Céphalopodes	42 769	2 244 410	47 333	2 064 769	10,7%	-8,0%
Crustacés et coquillages	3 919	221 236	3 303	149 684	-15,7%	-32,3%
Algues	11 601	43 329	19 564	76 283	68,6%	76,1%

An 7: PRODUCTION DE PHOSPHATES ET DE PRODUITS DERIVES - Source : OCP / Office des changes -

Production marchande en 1000 Tonnes	Sep 18	Sep 19	Sep 20	Sep 19/18	Sep 20/19
Phosphates bruts	25 532	26 187	27 444	655 2,6%	1 257 4,8%
Dérivés de phosphate	11 414	12 516	13 768	1 102 9,7%	1 252 10,0%

An 8: CONSOMMATION DU CIMENT - Source : Ministère de l'habitat et de la politique de la ville -

En 1000 Tonnes	Nov 18	Nov 19	Nov 19	Nov 19/18	Nov 20/19
Consommation nationale	12 074	12 438	11 083	364 3,0%	-1 355 -10,9%

An 9: PRODUCTION D'ELECTRICITE - Source : Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable -

	Oct 18	Oct 19	Oct 20	Oct 19/18	Oct 20/19
Énergie appelée nette (en GWh)				1 318 4,7%	-569 -1,9%
Production nette totale ONEE	31 328	32 735	32 091	-1 658 -20,1%	-777 -11,8%
Hydraulique	9 265	7 564	6 444	-212 -13,8%	-265 -20,0%
Thermique	1 723	1 460	1 154	-1 451 -23,1%	-526 -10,9%
Parc éolien	7 067	5 625	4 785	5 1,2%	15 3,3%
Pompage STEP	474,6	479,5	505,0	-66 22,4%	-65 17,9%
Production concessionnelle	-327,5	-421	-475	6 139 39,5%	-664 -3,1%
Apport des tiers	17 485	23 943	23 520	-3 812 -118,6%	1 004 -167,7%
Auto producteurs	3 449	-597	440	97,3 141,0%	110,9 66,7%
Echanges (Algérie-Espagne)	70,9	188,6	298,9	-3 909 -124,3%	894 -116,7%
Energies renouvelables	3 378	-786	142	714 52,5%	-70 -3,4%
Consommation des auxiliaires	1 492	2 280	2 196	1,2 -3,8%	1,6 -5,2%

An 10: INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE, ENERGETIQUE ET MINIERE - Source : HCP -

Base 100 = 2015	T3			Variation	
	2018	2019	2020	19/18	20/19
Industries extractives	131,4	135,0	140,0	2,7%	3,7%
Extraction de minerais métalliques	101,5	103,4	96,8	1,9%	-6,4%
Autres industries extractives	132,9	136,6	142,3	2,8%	4,2%
Industries manufacturières hors raffinage de pétrole	105,2	106,9	104,1	1,6%	-2,6%
Industries alimentaires	117,8	118,4	113,7	0,5%	-4,0%
Fabrication de boissons	94,0	99,4	99,5	5,7%	0,1%
Fabrication de produits à base de tabac	97,5	95,9	101,1	-1,6%	5,4%
Fabrication de textiles	75,3	75,7	72,8	0,5%	-3,8%
Industrie d'habillement	87,1	92,3	90,7	6,0%	-1,7%
Industrie du cuir et de la chaussure (à l'exception de l'habillement en cuir)	62,9	57,9	56,3	-7,9%	-2,8%
Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège	73,5	79,3	71,9	7,9%	-9,3%
Industrie du papier et du carton	106,0	100,8	100,9	-4,9%	0,1%
Imprimerie et reproduction d'enregistrements	105,5	111,8	73,5	6,0%	-34,3%
Industrie chimique	130,2	132,4	147,5	1,7%	11,4%
Industrie pharmaceutique	92,1	99,1	96,9	7,6%	-2,2%
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	90,6	88,9	92,4	-1,9%	3,9%
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	93,9	94,2	91,1	0,3%	-3,3%
Métallurgie	80,6	86,2	90,3	6,9%	4,8%
Fabrication de prod. métalliques (à l'exclusion machines et équipements)	109,2	103,5	73,2	-5,2%	-29,3%
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	102,4	105,4	78,4	2,9%	-25,6%
Fabrication d'équipements électriques	78,5	89,1	84,1	13,5%	-5,6%
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	105,7	111,5	113,3	5,5%	1,6%
Industrie automobile	104,0	107,1	96,6	3,0%	-9,8%
Fabrication d'autres matériels de transport	185,8	184,7	80,0	-0,6%	-56,7%
Fabrication de meubles	79,9	85,6	84,7	7,1%	-1,1%
Autres industries manufacturés	103,6	99,2	88,9	-4,2%	-10,4%
Réparation et installation de machines et équipements	100,2	100,9	98,8	0,7%	-2,1%
Production et distribution d'électricité	121,3	135,0	136,0	11,3%	0,7%

An 11: ARRIVEES ET NUTEES TOURISTIQUES - Source : Ministère du Tourisme -

Arrivées par pays (milliers)	2017	2018	2019	18/17	19/18
France	3 534	3 960	4 211	12,1%	6,3%
Espagne	2 352	2 071	2 201	-11,9%	6,3%
Allemagne	691	652	684	-5,6%	4,9%
Angleterre	655	590	635	-9,9%	7,6%
Italie	431	785	855	82,1%	8,9%
Belgique	627	843	870	34,4%	3,2%
Hollande	613	721	748	17,6%	3,7%
USA	324	383	429	18,2%	12,0%
AUTRES PAYS	2 122	2 284	2 298	7,6%	0,6%
TOTAL	11 349	12 289	12 932	8,3%	5,2%
dont: MRE	5 484	5 610	5 889	2,3%	5,0%
TES	5 865	6 679	7 043	13,9%	5,4%
Nombre de nuitées* (milliers)	22 100	24 031	25 244	8,7%	5,0%
Non-résidents, dont :	15 046	16 866	17 406	12,1%	3,2%
France	4 171	4 696	4 853	12,6%	3,3%
Espagne	725	884	876 7	21,9%	-0,9%
Allemagne	1 745	1 872	1 746	7,3%	-6,8%
Angleterre	1 896	2 018	2 224	6,5%	10,2%
Résidents	7 054	7 166	7 838	1,6%	9,4%
Nuitées par touriste non-résident	1,3	1,4	1,3	0,0	0,0
Taux d'occupation	43	46	48	3,0	2,0
dont Marrakech	53	59	64	6	5,0
Agadir	55	59	57	4	-2,0
Tanger	45	51	55	6	4,0
Fès	35	40	42	5	2,0

An 12: CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR (hors TVA des collectivités locales) - Source : DTFE

	Nov 18	Nov 19	Nov 20(1)	2019/18		2020/19		LFR 2020 (2)	(1)/(2) en %
				M.DH	%	M.DH	%		
RECETTES ORDINAIRES	201 487	212 470	195 675	10 983	5,5%	-16 795	-8%	222 515	87,9%
RECETTES ORDINAIRES HORS PRIVATISATION	201 487	208 026	195 675	6 539	3,2%	-12 351	-5,9%	222 515	87,9%
Recettes fiscales	182 359	187 136	173 389	4 777	2,6%	-13 748	-7,3%	185 841	93,3%
Impôts directs, dont	78 912	81 170	78 809	2 258	2,9%	-2 361	-2,9%	87 515	90,1%
Impôt sur les sociétés	39 707	38 602	38 835	-1 105	-2,8%	233	0,6%	42 914	90,5%
Impôt sur le revenu	36 957	38 409	36 574	1 452	3,9%	-1 835	-4,8%	40 047	91,3%
Impôts indirects	80 321	82 658	74 462	2 337	2,9%	-8 196	-9,9%	77 735	95,8%
T.V.A	54 702	55 488	50 244	785	1,4%	-5 244	-9,5%	50 116	100,3%
Intérieure	19 851	19 753	19 515	-98	-0,5%	-238	-1,2%		
Importation	34 851	35 735	30 729	883	2,5%	-5 006	-14,0%		
T.I.C	25 619	27 170	24 219	1 552	6,1%	-2 952	-10,9%	27 620	87,7%
Tabacs	9 766	10 238	9 789	472	4,8%	-449	-4,4%		
Produits énergétiques	14 287	15 200	12 754	913	6,4%	-2 446	-16,1%		
Droits de douane	8 855	8 795	8 443	-60	-0,7%	-352	-4,0%	7 930	106,5%
Enregistrement et timbre	14 271	14 513	11 674	242	1,7%	-2 839	-19,6%	12 661	92,2%
Recettes non fiscales	16 245	22 346	19 531	6 101	37,6%	-2 816	-12,6%	33 674	58,0%
Recettes non fiscales Hors privatisation	16 245	17 902	19 531	1 657	10,2%	1 628	9,1%	33 674	58,0%
Monopoles et exploitation	8 055	9 119	8 486	1 064	13,2%	-633	-6,9%	14 686	57,8%
Autres recettes	8 190	8 783	11 045	593	7,2%	2 261	25,7%	18 988	58,2%
Privatisation	0	4 444	0	4 444		-4 444	-100,0%	0	
Recettes de certains comptes spéciaux	2 883	2 988	2 756	105	3,6%	-232	-7,8%	3 000	91,9%
Fonds spécial des prix	298	253	174	-45	-15,1%	-79	-31%	600	29,0%
Fonds spécial routier	2 585	2 735	2 582	150	5,8%	-153	-5,6%	2 400	107,6%
DEPENSES TOTALES (y compris SEGMA et solde des CST)	242 604	253 014	254 906	10 411	4,3%	1 892	0,7%	305 307	83,5%
Dépenses ordinaires	192 579	200 008	210 080	7 429	3,9%	10 072	5,0%	237 494	88,5%
Biens et services	149 850	160 910	171 001	11 060	7,4%	10 091	6,3%	197 295	86,7%
Personnel	96 749	115 079	121 435	18 330	18,9%	6 356	5,5%	135 933	89,3%
Autres Biens et services	53 101	45 831	49 566	-7 270	-13,7%	3 735	8,2%	61 362	80,8%
Dettes publiques	26 173	25 537	26 214	-636	-2,4%	677	2,7%	28 339	92,5%
Intérieure	22 966	22 252	22 548	-714	-3,1%	296	1,3%	23 421	96,3%
Extérieure	3 207	3 285	3 666	78	2,4%	381	11,6%	4 918	74,5%
Compensation	16 556	13 561	12 865	-2 995	-18,1%	-696	-5,1%	11 860	108,5%
SOLDE ORDINAIRE	8 908	12 463	-14 405	3 554	39,9%	-26 868	-216%	-14 979	96,2%
Dépenses de capital	53 526	57 864	55 520	4 339	8,1%	-2 344	-4,1%	70 813	78,4%
dont fonds spécial routier	2 544	3 189	1 397					2 400	
Solde net des autres comptes spéciaux	3 501	4 858	10 694					3 000	
DEFICIT / EXCEDENT GLOBAL	-41 116	-40 544	-59 231					-82 792	
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE	-5 343	-8 337	-1 357					0	
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-46 459	-48 881	-60 588					-82 792	
Financement intérieur	50 352	35 155	47 166	-15 197	-30	12 011	34	39 163	
Financement extérieur	-3 892	13 726	13 423	17 618	-453	-304		43 629	

An 13: ENDETTEMENT INTERIEUR DU TRESOR (En M.DH) - Source : DTFE -

MATURITE	Déc 18	Déc 19	Janvier à fin octobre 20		Oct 20	Flux
			Souscriptions	Remboursements		
LONG TERME	344 939	379 188	32 681	28 653	383 216	4 028
Adjudications (long terme)	318 251	353 489	28 600	25 416	356 673	3 184
30 ans Adjudications	19 958	22 577	9 518	0	32 095	9 518
20 ans Adjudications	57 082	66 223	6 125	24	72 324	6 101
15 ans Adjudications	125 087	135 322	10 594	14 718	131 198	-4 123
10 ans Réserve d'investissement	212	212	0	0	212	0
10 ans Adjudications	116 125	129 368	2 363	10 675	121 056	-8 312
10 ans Emprunts Conventionnels	0	0	0	0	0	0
MOYEN TERME	145 466	145 432	27 860	17 554	155 739	10 307
Adjudications (moyen terme)	145 466	145 432	27 860	17 554	155 739	10 307
5 ans Adjudications	145 466	145 432	27 860	17 554	155 739	10 307
COURT TERME	82 538	58 790	62 529	31 877	89 442	30 652
Adjudications (court terme)	82 488	58 240	62 529	31 377	89 392	31 152
03 semaines Adjudications	0	0			0	0
13 semaines Adjudications	0	500	6 330	3 131	3 700	3 200
26 semaines Adjudications	0	132	7 303	132	7 303	7 171
52 semaines Adjudications	20 097	9 939	16 828	7 009	19 758	9 819
Bons à 6 mois	50	50	0	0	50	0
1 an activité socio-économique	0	0			0	0
2 ans Adjudications	62 391	47 669	32 068	21 106	58 632	10 963
Autres		550		500	50	-500
DETTE AMORTISSABLE		25 487	4 081	3 237	26 331	844
TOTAL	572 942	583 410	123 070	78 083	630 673	47 910

An 14: ENDETTEMENT EXTERIEUR DU TRESOR (En M.DH) - Source : DTFE -

	Oct 18	Oct 19	Oct 20	Oct 20/19		Oct 19/18	
SERVICE	10 377	10 155	21 257	11 102	109,3	-222	-2,1%
AMORTISSEMENTS	7 395	7 165	18 042	10 877	151,8	-230	-3,1%
INTERETS	2 982	2 990	3 215	225	7,5	8	0,3%
TIRAGES	3 782	10 516	32 219	21 703	206%	6 734	178%

An 15: MASSE MONÉTAIRE ET SES CONTREPARTIES - Source : Bank Al-Maghrib -

En Millions de DH AID : Autres Institutions de Dépôts	Oct 19	Déc 19	Oct 20	Oct 19/Déc 18	Oct 20/19	Oct 20/Déc19
CONTREPARTIES DE M3						
Créances sur l'économie	1 061 797	1 079 859	1 112 474	38 905 3,8%	50 677 4,8%	32 615 3,0%
Créances de BAM	1 287	1 339	1 316	209 19,4%	29 2,3%	-23 -1,7%
Créances des AID	1 060 510	1 078 520	1 111 158	38 696 3,8%	50 648 4,8%	32 638 3,0%
Créances nettes sur l'Administration centrale	210 477	212 433	249 762	7 478 3,7%	39 285 18,7%	37 329 17,6%
Créances nettes de BAM	1 843	557	604	1 066 137,2%	-1 239 -67,2%	47 8,4%
Créances nettes des AID	208 634	211 876	249 158	6 412 3,2%	40 524 19,4%	37 282 17,6%
Créances nettes des ID sur les non-résidents	253 359	263 852	281 492	3155 1,3%	28 133 11,1%	17 640 6,7%
Avoirs officiels de réserve	238968	253382	292695	5224 2,2%	53727 22,5%	39313 15,5%
Ressources à caractère non monétaire	234 831	242 158	242 447	16 028 7,3%	7 616 3,2%	289 0,1%
Capital et réserves des ID	160 327	160 696	161 954	11 264 7,6%	1 627 1,0%	1 258 0,8%
BAM	16 166	15 791	13 734	811 5,3%	-2 432 -15,0%	-2 057 -13,0%
AID	144 161	144 905	148 220	10 453 7,8%	4 059 2,8%	3 315 2,3%
Engagements non monétaires des ID	74 504	81 462	80 493	4 764 6,8%	5 989 8,0%	-969 -1,2%
Dépôts exclus de M3	9 541	9 733	9 678	-130 -1,3%	137 1,4%	-55 -0,6%
Crédits	21 154	25 661	27 575	3 221 18,0%	6 421 30,4%	1 914 7,5%
Titres autres qu'actions exclus de M3	43 304	45 376	42 371	1 737 4,2%	-933 -2,2%	-3 005 -6,6%
Autres ressources	505	692	869	-64 -11,2%	364 72,1%	177 25,6%
Autres contreparties de M3	53 216	56 533	40 929	-10 117 -16,0%	-12 287 -23,1%	-15 604 -27,6%
TOTAL DES CONTREPARTIES	1 344 018	1 370 519	1 442 210	23 393 1,8%	98 192 7,3%	71 691 5,2%
AGREGATS DE MONNAIE						
Circulation fiduciaire	248 648	250 227	304 771	15 046 6,4%	56 123 22,6%	54 544 21,8%
Billets et monnaies mis en circulation par BAM	263 408	266 771	321 618	14 930 6,0%	58 210 22,1%	54 847 20,6%
Encaisses des banques (à déduire)	14 760	16 544	16 847	-116 -0,8%	2 087 14,1%	303 1,8%
Monnaie scripturale	629 223	661 598	685 592	4 129 0,7%	56 369 9,0%	23 994 3,6%
Dépôts à vue auprès de la banque centrale	2 797	2 283	3 844	733 35,5%	1 047 37,4%	1 561 68,4%
Dépôts à vue auprès des banques	562 929	587 191	618 280	2 201 0,4%	55 351 9,8%	31 089 5,3%
Dépôts à vue auprès du Trésor	63 497	72 124	63 468	1 195 1,9%	-29 0,0%	-8 656 -12,0%
M1	877 871	911 825	990 363	19 175 2,2%	112 492 12,8%	78 538 8,6%
Placements à vue	165 193	166 522	168 796	6 002 3,8%	3 603 2,2%	2 274 1,4%
Comptes d'épargne auprès des banques	165 193	166 522	168 796	6 002 3,8%	3 603 2,2%	2 274 1,4%
M2	1 043 064	1 078 347	1 159 159	25 177 2,5%	116 095 11,1%	80 812 7,5%
Autres actifs Monétaires	300 956	292 171	283 050	-1 780 -0,6%	-17 906 -5,9%	-9 121 -3,1%
M3	1 344 018	1 370 519	1 442 210	23 393 1,8%	98 192 7,3%	71 691 5,2%

An 16: Créances sur l'économie - Source : Bank Al-Maghrib-

En Millions de DH	Oct 19	Déc 19	Oct 20	Oct 19/Déc 18	Oct 20/19	Oct 20/Déc 19
Créances des ID par objet économique	1 061 797	1 079 859	1 112 474	38 905 3,8	50 677 4,8	32 615 3,0
Créances des AID	1 060 510	1 078 520	1 111 158	38 696 3,8	50 648 4,8	32 638 3,0
Crédits des AID	902 510	923 860	941 784	26 512 3,0	39 274 4,4	17 924 1,9
Crédits bancaires	898 388	917 152	936 659	27 772 3,2	38 271 4,3	19 507 2,1
Comptes débiteurs et crédits de trésorerie	186 052	189 743	206 193	8 328 4,7	20 141 10,8	16 450 8,7
Crédits à l'équipement	178 399	184 035	180 867	4 370 2,5	2 468 1,4	-3 168 -1,7
Crédits immobiliers	275 334	276 675	280 408	8 034 3,0	5 074 1,8	3 733 1,3
Crédits à l'habitat	214 013	214 966	219 479	6 928 3,3	5 466 2,6	4 513 2,1
Crédits aux promoteurs immobiliers	56 855	59 384	56 673	-1 136 -2,0	-182 -0,3	-2 711 -4,6
Crédits à la consommation	56 414	56 588	54 753	2 337 4,3	-1 661 -2,9	-1 835 -3,2
Créances diverses sur la clientèle	132 498	140 179	134 750	239 0,2	2 252 1,7	-5 429 -3,9
Crédits à caractère financier	118 036	124 325	119 298	772 0,7	1 262 1,1	-5 027 -4,0
Autres crédits	14 458	15 849	15 418	-518 -3,5	960 6,6	-431 -2,7
Créances en souffrance	69 691	69 932	79 688	4 464 6,8	9 997 14,3	9 756 14,0
Titres	124 856	120 470	135 476	11 553 10,2	10 620 8,5	15 006 12,5
Titres autres qu'actions	22 000	22 815	24 990	-859 -3,8	2 990 13,6	2 175 9,5
Actions et autres titres de participation	102 856	97 655	110 486	12 412 13,7	7 630 7,4	12 831 13,1
Autres	33 144	34 190	33 898	631 1,9	754 2,3	-292 -0,9
Créances de BAM	1 287	1 339	1 316	209 19,4	29 2,3	-23 -1,7
Crédits	767	769	764	20 2,7	-3 -0,4	-5 -0,7

An 17: TAUX SUR LES MARCHÉS MONÉTAIRE ET FINANCIER - Source : Bank Al-Maghrib et DTFE –

	Oct 19	Déc 19	Oct 20	Oct 20/19	Oct 20/ Déc 19
Taux de dépôts à 6 mois	2,63	2,71	2,31	-0,32	-0,40
Taux de dépôts à 12 mois	2,99	3,00	2,48	-0,51	-0,52
Taux des comptes sur carnet	1,83	1,83	1,47	-0,36	-0,36
Taux débiteurs				0,00	0,00
Taux maximum des intérêts conventionnels	13,57	13,57	13,52	-0,05	-0,05
Taux interbancaire	2,26	2,27	1,50	-0,76	-0,77
Taux intervention de BAM					
Taux des avances à 7j	2,25	2,25	1,50	-0,75	-0,75
Taux des avances à 24h	3,25	3,25	2,50	-0,75	-0,75
Taux des reprises de liquidité	1,75	1,75	1,00	-0,75	-0,75
Taux de facilité de dépôt	1,25	1,25	0,50	-0,75	-0,75
Taux adjudications (TMP)					
13 Sem.	2,17	2,15	1,47	-0,70	-0,68
26 Sem.	2,23	2,23	1,55	-0,68	-0,68
52 Sem.	2,26	2,26	1,64	-0,62	-0,62
2 Ans	2,35	2,29	1,84	-0,51	-0,45
5 Ans	2,51	2,41	2,10	-0,41	-0,31
10 Ans	2,89	2,74	2,40	-0,49	-0,34
15 Ans	3,20	3,02	2,90	-0,30	-0,12
20 Ans	3,61	3,35	2,87	-0,74	-0,48
30 Ans	4,17	4,05	3,73	-0,43	-0,32

An 18: ÉCHANGES SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE - Source : Bank Al-Maghrib –

Octobre 2020	Interventions de BAM						Marché Interbancaire		
	Appel d'offres		Avances à 24 H	Prêts garantis	Pension livrée	Swap de change	Encours	Volume	TMP
	Demandé	Offert							
1	38 910	38 910	0	28 653	30 568	4 900	11 877	7 972	1,50%
2	38 910	38 910	0	28 653	30 568	4 900	11 581	7 676	1,50%
3	38 910	38 910	0	28 653	30 568	4 900	11 581	0	1,50%
4	38 910	38 910	0	28 653	30 568	4 900	11 581	0	1,50%
5	38 910	38 910	0	28 653	30 568	4 900	10 985	7 085	1,50%
6	38 910	38 910	0	28 653	30 568	4 900	10 985	7 085	1,50%
7	38 910	38 910	0	28 653	30 568	4 900	11 328	7 398	1,50%
8	37 940	37 940	0	28 653	30 568	4 900	10 153	6 623	1,50%
9	37 940	37 940	0	28 653	30 568	4 900	9 931	6 401	1,50%
10	37 940	37 940	0	28 653	30 568	4 900	9 931	0	1,50%
11	37 940	37 940	0	28 653	30 568	4 900	9 931	0	1,50%
12	37 940	37 940	0	28 653	30 568	4 900	11 478	7 948	1,50%
13	37 940	37 940	0	28 653	30 568	4 900	11 583	8 003	1,50%
14	37 940	37 940	0	28 653	30 568	4 900	11 412	7 832	1,50%
15	39 570	39 570	0	28 653	30 568	4 900	10 457	6 877	1,50%
16	39 570	39 570	0	28 653	30 568	4 900	10 845	7 265	1,50%
17	39 570	39 570	0	28 653	30 568	4 900	10 845	0	1,50%
18	39 570	39 570	0	28 653	30 568	4 900	10 845	0	1,50%
19	39 570	39 570	0	28 653	30 568	4 900	8 826	5 246	1,50%
20	39 570	39 570	0	28 653	30 568	4 900	8 886	5 306	1,50%
21	39 570	39 570	0	28 653	30 568	4 900	9 588	6 008	1,50%
22	40 170	40 170	0	31 904	26 524	5 300	8 890	5 810	1,50%
23	40 170	40 170	0	31 904	26 524	5 300	8 710	5 810	1,50%
24	40 170	40 170	0	31 904	26 524	5 300	8 710	0	1,50%
25	40 170	40 170	0	31 904	26 524	5 300	8 710	0	1,50%
26	40 170	40 170	0	31 904	26 524	5 300	8 361	5 136	1,50%
27	40 170	40 170	0	31 904	26 524	5 300	9 276	6 051	1,50%
28	40 170	40 170	1 500	31 904	26 524	5 300	9 830	6 255	1,50%
29	40 170	40 170	1 500	31 904	26 524	5 300	9 830	0	1,50%
30	40 170	40 170	1 500	31 904	26 524	5 300	9 830	0	1,50%
31	40 170	40 170	1 500	31 904	26 524	5 300	9 830	0	1,50%
MOY du mois	39 246	39 246	194	29 702	29 263	5 029	9 830	4 316	1,50%

An 19: BOURSE DES VALEURS DE CASABLANCA - Source : Bourse de Casablanca –

	Nov 19	Déc 19	Nov 20	Nov 20/19		Nov 20 /Déc 19	
				M.DH	%	M.DH	%
VOLUME DES TRANSACTIONS	58 141	75 395	38 806	-19 336	-33,3		
Marché central	25 567	31 203	28 046	2 479	9,7		
Actions	25 567	31 200	28 046	2 479	10		
Obligations	0	3	0	0			
Marché de blocs	15 715	27 204	4 672	-11 043	-70,3		
Actions	15 220	26 676	4 507	-10 714	-70		
Obligations	494	527	165	-330	-67		
Introductions	0	0	0	0			
Actions	0	0	0	0			
Obligations	0	0	0	0			
Augmentation de Capital	9 848	9 848	2 406	-7 442	-75,6		
Offre publique	2 383	2 383	0	-2 383	-100		
Transferts	505	622	1 353	848	168,1		
Apports de titres	4 125	4 135	2 330	-1 795	-43,5		
CAPITALISATION BOURSIERE	608 913	626 693	566 269	-42 645	-7,0	-60 425	-9,6
<i>Banques</i>	217 224	223 268	187 409	-29 815	-13,7	-35 859	-16,1
<i>Sociétés Financières</i>	10 241	9 995	8 871	-1 369	-13,4	-1 123	-11,2
Sociétés de financement	7 046	6 940	6 025	-1 021	-14,5	-915	-13,2
Sociétés de portefeuilles-Holding	3 195	3 055	2 847	-348	-10,9	-208	-6,8
<i>Industrie</i>	191 552	199 756	188 246	-3 306	-1,7	-11 510	-5,8
Agroalimentaire	36 111	36 574	34 628	-1 483	-4,1	-1 946	-5,3
Boissons	10 431	10 997	9 642	-789	-7,6	-1 355	-12,3
Equipement électro et électrique	292	302	291	0	-0,2	-11	-3,5
Sylviculture et papier	56	52	38	-18	-31,6	-14	-26,5
Ingénierie&Biens d'Equipt industriels	88	79	74	-13	-14,9	-5	-6,1
Industrie pharmaceutique	3 604	3 774	3 678	74	2,1	-96	-2,5
<i>Télécommunicatipns</i>	131 776	134 502	126 106	-5 670	-4,3	-8 395	-6,2
<i>Assurances</i>	25 126	25 427	23 514	-1 613	-6,4	-1 914	-7,5
<i>Distributeurs</i>	15 509	15 093	15 386	-122	-0,8	294	1,9
<i>Technologie de l'information</i>	4 626	4 697	6 479	1 854	40,1	1 782	37,9
<i>Autres services</i>	12 860	13 955	10 256	-2 604	-20,2	-3 699	-26,5
MASI	11 822	12 172	10 991	-831	-7,0	-1 181	-9,7
MADEX	9 555	9 919	8 950	-605	-6,3	-969	-9,8

An 20 : BALANCE DES BIENS ET SERVICES - Source : Office des Changes –

	Oct 18	Oct 19	Oct 20	Oct 19/18		Oct 20/19	
TOTAL DES IMPORTATIONS (M.DH)	397 073	410 592	342 257	13 518	3,4%	-68 334	-16,6%
Alimentation boissons et tabacs	37 961	40 025	46 963	2 064	5,4%	6 938	17,3%
Blé	6 958	8 080	11 672	1 122	16,1%	3 592	44,4%
Produits bruts	68 144	63 550	41 147	-4 593	-6,7%	-22 403	-35,3%
Demi-produits	20 473	18 703	16 054	-1 770	-8,6%	-2 649	-14,2%
Produits finis	82 937	87 356	75 958	4 419	5,3%	-11 398	-13,0%
Biens d'équipement	187 396	200 711	162 134	13 315	7,1%	-38 576	-19,2%
TOTAL DES EXPORTATIONS (M.DH)	96 872	106 540	87 783	9 667	10,0%	-18 756	-17,6%
Alimentation boissons et tabacs	90 523	94 171	74 351	3 648	4,0%	-19 820	-21,0%
Agrumes	228 251	237 843	213 716	9 593	4,2%	-24 127	-10,1%
Energie et lubrifiants	43 132	46 118	45 807	2 986	6,9%	-311	-0,7%
Produits bruts	2 597	3 342	3 018	744	28,7%	-323	-9,7%
Phosphates	2 567	3 538	1 087	971	37,8%	-2 451	-69,3%
Demi-produits	16 646	15 996	14 780	-650	-3,9%	-1 215	-7,6%
Dérivés de phosphates	6 839	6 107	5 991	-732	-10,7%	-116	-1,9%
Produits finis	49 650	49 973	47 589	323	0,7%	-2 384	-4,8%
TOTAL DES ECHANGES (M.DH)	35 456	36 300	35 494	844	2,4%	-806	-2,2%
SOLDE COMMERCIAL	115 961	121 747	104 156	5 786	5,0%	-17 591	-14,4%
TAUX DE COUVERTURE	294	472	297	178		60,3%	
RECETTES VOYAGES	625 324	648 435	555 974	23 111	3,7%	-92 462	-14,3%
TRANSFERTS M.R.E.	-168 823	-172 748	-128 541	-3 926	2,3%	44 207	-25,6%
RECETTES DES IDE	57,5	57,9	62,4	0,4		4,5	

An 21: INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION - Source : HCP -

Groupes	Nov 18	Nov 19	Nov 20	Var moy. Janv-Sep		
				2018/17	2019/18	2020/19
PRODUITS ALIMENTAIRES	102,4	102,1	102,1	1,7%	-1,0%	1,2%
1 Produits alimentaires et boissons	102,1	101,4	101,3	1,3%	-1,5%	1,3%
2 Boissons alcoolisées, Tabac et Stupéfiants	108,4	120,2	122,6	11,8%	10,9%	0,9%
PRODUITS NON ALIMENTAIRES	101,9	102,7	103,1	1,9%	1,0%	0,4%
3 Articles d'habillement et chaussures	102,2	103,4	103,1	1,0%	1,2%	0,3%
4 Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	100,8	101,5	102,0	0,9%	0,7%	0,6%
5 Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	100,5	100,6	101,1	0,9%	0,4%	0,3%
6 Santé	100,3	101,1	101,7	0,5%	0,5%	0,9%
7 Transport	103,2	103,0	102,3	1,5%	0,0%	-1,6%
8 Communications	104,5	104,0	103,9	0,0%	3,6%	-0,3%
9 Loisirs et culture	100,1	100,2	99,3	0,8%	0,3%	-1,1%
10 Enseignement	105,2	108,4	110,3	2,4%	3,6%	2,9%
11 Restaurants et hôtels	101,5	103,3	104,1	1,9%	1,4%	1,1%
12 Biens et services divers	102,1	102,8	104,3	6,6%	0,8%	1,3%
Indice général	102,1	102,5	102,7	2,0%	0,2%	0,7%

An 22: INDICE DES PRIX A LA PRODUCTION PAR SECTIONS - Source : HCP -

(Base 100 = 2010)	Oct 18	Oct 19	Oct 20	Var moy. Janv-Oct		
				2018/17	2019/18	2020/19
Industries extractives	100,2	100,1	100,2	0,1%	0,2%	-0,3%
Extraction d'Hydrocarbures	115,1	115,1	115,1	0,0%	0,0%	0,0%
Extraction de Minerais Métalliques	100,0	100,0	100,0	0,0%	0,0%	0,0%
Autres Industries Extractives	100,2	100,0	100,1	0,1%	0,1%	-0,4%
Industries manufacturières hors raffinage de pétrole	110,6	108,9	107,7	2,5%	1,0%	-2,0%
Industries alimentaires	106,9	107,3	111,0	0,2%	-0,7%	2,3%
Fabrication de Boissons	116,7	117,3	115,7	0,3%	0,1%	-0,8%
Fabrication de produits à base de tabac	117,0	117,3	117,3	0,0%	0,2%	0,0%
Fabrication de textiles	101,2	101,2	101,5	1,7%	0,2%	0,7%
Industrie d'habillement	108,6	110,8	110,1	0,4%	2,2%	0,9%
Industrie de cuir et de la chaussure	112,0	112,0	112,3	0,8%	0,1%	0,3%
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	116,6	121,2	115,1	0,7%	5,1%	-3,0%
Industrie du papier et du carton	99,6	103,8	101,4	0,7%	4,6%	-1,6%
Imprimerie et reproduction d'enregistrement	103,5	103,3	102,5	0,0%	-0,1%	-0,4%
Industrie chimique	133,0	123,2	112,9	10,9%	5,9%	-11,4%
Industrie pharmaceutique	94,3	94,3	94,3	-0,2%	-0,1%	0,0%
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	112,6	112,4	111,9	-0,5%	-0,6%	-0,6%
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	111,0	109,5	109,5	2,7%	-0,1%	0,0%
Métallurgie	101,8	96,4	91,2	-0,3%	-2,0%	-6,8%
Fabrication de produits métalliques	102,6	101,6	99,7	1,3%	-0,4%	-2,0%
Fabrication de produits informatique	100,2	100,2	100,4	-1,3%	0,2%	0,2%
Fabrication d'équipements électriques	111,1	110,7	113,0	7,1%	-0,8%	1,9%
Fabrication de machines et équipements n.c.a	103,2	103,1	103,1	0,0%	0,0%	0,1%
Industrie automobile	99,3	99,4	99,5	0,1%	0,2%	0,1%
Fabrication d'autres matériels de transport	100,4	100,4	100,4	0,0%	0,0%	0,0%
fabrication de meubles	111,6	110,7	110,3	2,6%	0,5%	-0,6%
Autres industries manufacturés	101,9	102,7	102,7	-0,5%	0,6%	0,0%
Production et Distribution d'Electricité	115,3	115,3	115,3	0,0%	0,0%	0,0%
Production et Distribution d'Electricité	115,3	115,3	115,3	0,0%	0,0%	0,0%
Production et Distribution d'Eau	119,0	119,0	119,0	0,0%	0,0%	0,0%